

15 DECEMBRE 1978 (n° 23)

4 francs

ilr

in principal
countries of the world

journal d'expression libertaire

METRO/POLICE



informations rassemblées à lyon

COMMUNIQUES

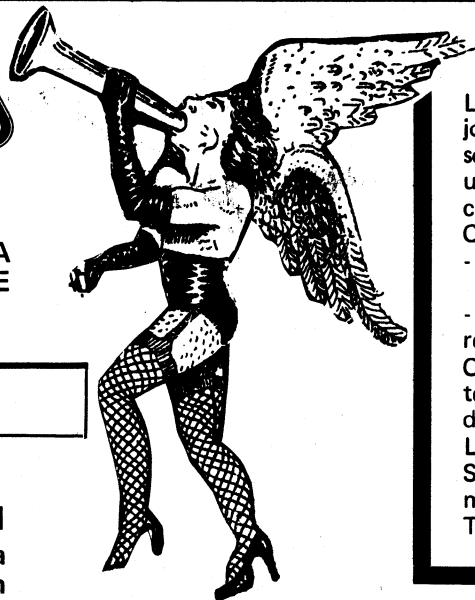
PLUS DE BOITE POSTALE POUR ECRIRE A IRL MAIS ENVOYER DIRECTEMENT VOTRE COURRIER 13 RUE PIERRE BLANC.

PROCHAINE ASSEMBLEE LE 4 JANVIER.

Le 19 janvier à partir de 18h 30 on se retrouvera au local du 13 rue Pierre Blanc pour une réunion (assemblée) extraordinaire. On commence par bouffer et boire un petit coup, pour ensuite se plonger dans la discussion sur le passé et le futur d'une revue qui s'appelle IRL. Nous espérons que tous ceux et celles qui sont intéressés par la parution du journal ne désertent pas la grande table de notre local qui sera chauffé comme il se doit. Nous qui participons à la réalisation d'IRL de plus près, on ne doit pas être les seuls à faire des considérations sur la forme et le contenu du journal.

Donc nous voudrions voir arriver dans notre boîte à lettres au moins un dixième de suggestions de la part des milles lecteurs et lectrices qui lisent régulièrement IRL.

NB: S'il y avait cent personnes qui se réabonnent avec 500F comme vient de le faire un copain on n'aurait plus de pages et de couleurs.



COMMUNIQUE

Le service d'édition de brochures du journal espérantiste « la Juna Penso » (les jeunes de SAT) a imprimé une quinzaine de brochures consacrées à la pensée libertaire.

Quelques titres:

- Balkanski: Labazoj de Anarkiismo
- Kropotkine: Etiko
- Paris: Durruti, simbolo de la ispana revolucio.

On peut se procurer la liste complète et acquérir ces brochures en s'adressant à : la Juna penso, F 47340 Laroque-Timbaud.

Soit à la fraction libertaire de SAT monsieur Lagneau, BP 247, 125 Troyes cedex.

MARIE CLAUDE a trente deux ans et une fille de neuf ans et demi. P Paumée comme tant d'autres, elle essayait d'assumer sa solitude. Puis un jour elle craque. Au chômage elle ne va plus pointer, elle n'envoie plus sa fille à l'école (donc plus aucune source de revenu). Elle s'enferme dans son appartement avec sa fille et refuse de s'alimenter... Des voisins s'inquiètent, les pompiers cassent un carreau, ouvrent la porte aux flics qui la conduisent en camisole de force à l'hôpital psychiatrique de Maison Blanche à Neuilly sur Marne. Quelques membres de sa famille ont pu la visiter au début de son hospitalisation. La semaine dernière à deux copines, nous avons décidé de lui rendre visite. Mais d'après madame le docteur X..., responsable de la section, ce n'est pas le

« bon jour ». Elle allait prendre néanmoins nos noms et nous envoyer l'interne qui s'occupe d'elle. Presqu'une heure plus tard, pas d'interne, nous avons appris que Marie Claude avait eu un entretien le matin même, avec madame le docteur X... qui lui apprenait qu'elle ne sortirait pas ce jour, comme prévu, elle aurait mal supporté (!) cette nouvelle, aurait été agressive, et maintenant dormait (?).

Les jours qui suivirent ne furent pas de « bons jours » non plus. On téléphonait le lendemain, pour savoir si elle était réveillée, et si on pouvait la voir, on nous répondait sèchement qu'elle était interdite de site pendant une semaine. La famille apprenait le lendemain que c'était quinze jours, car elle était en cure de sommeil. Depuis, le grand silence.

Paris, Novembre 1978

Des camarades libertaires se sont réunis et ont décidé de constituer un Comité

« De Coordination et de Liaisons Anti-Autoritaires sur les Pays de l'Est ».

Ce Comité s'est donné pour tâche de:

- constituer une documentation (fiches et dossiers) qui seraient mis à la disposition de tous les camarades et organisations intéressées.

- Organiser au sein de ce Comité des commissions de travail (URSS, Bulgarie pour l'instant).

- D'établir des liaisons avec les dissidents/tes immigré(e)s.

- Organiser des forums d'information et de discussion réguliers.

Nous invitons tous les anti-autoritaires intéressés par ce projet à se mettre en contact avec nous.

Pour tout renseignement s'adresser provisoirement à:

Coord. Est
c/o e Goldmann
51 rue de l'Appel
75 011 Paris
France

On va bientôt réessayer de la voir; quand Marie Claude va sortir, elle n'aura pas un sous, pas de boulot aussi, toute adresse de psychologue (anti-psy), toutes sommes d'argent et propositions de boulot seront les bienvenues.

Envoyez les à Marie Claire Andrasi 47 rue bis rue de Paris 93230 Romainville.

IRL

EXCLUSIVITE !

une autre secte démasquée

Du « journal » à « Libération », nos lecteurs ont trouvé dans la presse de toutes tendances tous les renseignements sur le suicide collectif des affiliés à la secte du « Temple du Peuple ». Il s'agissait d'américains isolés dans la forêt vierge. Nos confrères ont largement discuté de l'aspect sociologique du phénomène, et voulant démontrer en quoi la prolifération de ce type de regroupement était une réaction contre les valeurs dominantes de notre société, ils en ont souligné la marginalité. Les mass-média ont recherché, apparemment sans succès, quelles ramifications le Temple du Peuple pouvait avoir dans nos régions.

Après une longue et difficile enquête, nous sommes en mesure de révéler l'existence d'une secte dont l'influence est infiniment plus précieuse que celle du Temple du Peuple. Le danger de cette secte réside dans son caractère universel et dans sa prétention à rejeter tous les aspects de la vie.

Nos envoyés spéciaux, au prix de mille dangers et au risque parfois de se perdre eux-mêmes ont tenté de cerner les moyens diaboliques par lesquels cette secte parvenait à assurer son pouvoir sur ses membres et à éviter tout à coup dans son fonctionnement toute modification de celui-ci.

Une origine qui se perd dans la nuit des temps.

Nos recherches ne nous ont pas permis de découvrir la date exacte d'apparition de cette secte. Ses partisans affirment comme une évidence et une justification que son idéologie et sa structure ont toujours existé. Les recherches sont d'autant plus difficiles à mener que leurs historiens tronquent systématiquement les faits et qu'il faut lire entre les lignes de leurs ouvrages pour découvrir les

traces de l'existence d'une autre vie possible. Ce qu'ils appellent l'histoire n'est en fait que la compilation d'écrits rédigés par ceux qui, avant eux, mettaient leur plume au service de l'idéologie et de la puissance de la secte. De même, ces auteurs passent systématiquement sous silence, ou n'en parlent que pour les ridiculiser, ceux qui tentent de vivre autrement.

Une mise en condition dès l'enfance.

La question qui vient immédiatement à l'esprit est celle des mécanismes par lesquels la secte assoit sa puissance sur l'esprit de ceux qui en sont victimes. Cela n'est possible que par un système machiavélique qui, dès le berceau, met l'individu en condition.

Avant même sa naissance, l'enfant est considéré comme la propriété exclusive de ses géniteurs. Il est d'emblée mis dans une structure close appelée famille qui l'empêchera de se former par la confrontation des différentes expériences. Le but de cette structure est sans doute de créer chez l'enfant un conditionnement qui l'amène, à l'âge adulte à n'avoir pas d'autres possibilités de la recréer.

Cette structure est bientôt renforcée par une autre tout aussi prégnante et qu'on appelle l'école. Il s'agit par un conditionnement de tous les instants (par exemple on fait suivre aux enfants des exercices qui n'ont pas d'utilité réelle: se taire lorsque le maître désigné par la secte pour les « former » parle, se mettre en rang, croiser les bras etc...) de briser leur individualité et leur volonté. Ainsi, ils seront soumis à la volonté toute puissante du despote dirigeant la secte. Celui-ci a pour nom Etat. Nous n'avons pu le rencontrer personnellement mais son influence et son pouvoir sont présents dans tous les instants et les actes de la vie quotidienne.

Un rite d'initiation où l'idée de mort et de sacrifice est toujours présente.

Comme dans le cas de la secte de Jim Jones nous avons été frappé par l'importance que prenait pour la secte l'idée d'une mort et d'un sacrifice toujours possible. Périodiquement, les membres de la secte se précipitent dans des sortes de sacrifices collectifs qu'on appelle guerres, et qui consistent à massacrer les membres d'un rameau différent de la secte (qui par l'occasion se présente comme rivale) ou à se faire massacrer par eux. Dans les collectivités les plus sophistiquées de la secte, on parvient parfois à faire l'économie de ces bains de sang en poussant ceux qui n'ont pas atteint ce degré de sophistication à la guerre.

Quoi qu'il en soit il importe à la survie et à la cohésion de la secte que l'idée de mort soit toujours présente. Ce résultat ne peut être obtenu que par une mise en condition qui débute, nous l'avons vu, dès l'enfance.

Nous avons observé une coutume des plus étranges qui marque le passage à l'âge adulte. Il s'agit d'une période de plus ou moins longue durée pendant laquelle tous les jeunes (les individus femelles, dont la fonction est essentiellement reproductrice, sont généralement exemptées de cette épreuve) sont soumis à un laminage physique et moral qui vise à supprimer les vestiges d'une pensée et de désirs autonomes. A l'issue de cette période, les individus qui ont suivi victorieusement cette épreuve ont seuls droit d'être appelés *hommes*.

Quelquefois, pour maintenir parmi les affiliés état de crainte et de dépendance, les dirigeants de la secte se livrent à quelques sacrifices monstrueux et absurdes. Récemment, au cours d'un sordide règlement de compte entre dirigeants, quelques deux cent personnes ont été noyées au large de la Malaisie.

Une culture barbare et humiliante.

Pour comprendre de près le fonctionnement de la secte quelques uns de nos envoyés ont dû se soumettre à une coutume dont l'utilité première semble bien être de permettre au système de durer, et de maintenir des affiliés dans un état humiliant de dépendance. Il s'agit de ce qu'on appelle le travail.

Les sectateurs prétendent la justifier par des nécessités économiques. Nous avons pu constater qu'il s'agit en réalité d'une routine sans cesse renouvelée et sans autre espoir qu'une illusoire récompense périodique, appelée salaire, par des mécanismes subtils et machiavéliques, qu'on a rendu nécessaire à la survie dans ce système. Cette routine est ponctuée de rites stupides auxquels on a conditionné ceux dont on ne sait trop s'il faut les nommer victimes ou complices. L'un d'entre eux, appelé pointage, consiste à prendre une carte dans une sorte de casier situé à droite d'une machine bizarre, à l'introduire dans la dite machine qui émet alors un son caractéristique, puis à la reposer dans un casier situé à gauche. Pour se déplacer et notamment pour aller au camp où ils ont été désigné pour ce travail, les membres de la secte sont entassés dans des véhicules: pour avoir accès à ceux-ci il faut acheter, avec une partie de l'argent gagnée par le salaire, des sortes de cartes qu'on introduit là aussi dans des bizarres machines.

Périodiquement, sont organisés des sortes de soupapes de sécurité qui donnent l'illusion de rompre avec la monotonie quotidienne qui servent en réalité à donner aux

gens la force physique de reprendre la routine habituelle. Ces périodes sont appelées vacances et se présentent sous la forme d'une sorte de déportation de masse.

Enfin lorsque les individus sont considérés comme hors d'usage, ils perdent tout droit à la dignité et sont considérés comme des sortes de sous-hommes. On dit alors qu'ils sont à la retraite. Ils ne leur reste d'autre solution qu'à attendre la mort et la souhaiter prochaine. Bien sûr, il existe des déviants qui se plient difficilement à ce système. Ceux-ci ne sont que rarement liquidés physiquement par des procédés directs. Les découvertes de la science permettent d'espérer les briser, ceux qui pour l'exemple est beaucoup plus efficace.

Pour cela, on dispose de lieux spécifiques et de personnels spécialement formés et appelés selon le cas prison ou hôpital. Le fonctionnement est à peu près le même, seuls différent, en fonction des individus qui s'y trouvent les techniques utilisées qui ont toutes pour but de briser la volonté du réfractaire.

Tout cela masque en fait une gigantesque escroquerie.

Nous l'avons vu, le fonctionnement de la secte est rattaché à quelques grands principes auxquels chacun croit, ou fait semblant de croire: amour de la patrie, défense de la civilisation et autres abstractions de ce genre.

Tout cela sert à faire oublier qu'en définitive ça fonctionne au bénéfice exclusif de quelques privilégiés qui se sont partagés la direction des affaires et les avantages qui s'y sont attachés.

Grossièrement (nous ne pouvons pas entrer dans le détail ici), les dirigeants se partagent trois domaines, apparemment séparés, en réalité en étroite relation les uns avec les autres.

Ces trois domaines sont ceux de la politique (maintien de l'ordre dans la secte, relation avec les autres branches...) de l'économie (exploitation des membres de la secte par le travail et la consommation), et du culturel (justification idéologique).

Tout l'ensemble du système est basé sur une hiérarchie très élaborée qui est sensée permettre un fonctionnement sans heurt.

En réalité cette hiérarchie permet surtout aux bénéficiaires de ce système de maintenir leur puissance à l'abri.

Une drogue dont les effets ne sont pas encore tous évalués.

Pour ôter aux membres de la secte toute velléité de pensée autonome, tout désir propre, les dirigeants ont mis au point une drogue dont les effets sur la personne sont extrêmement efficaces et, peut-être irréversibles. La dépersonnalisation qu'elle provoque paraît en tout cas plus profonde que celle due au LSD.

Elle est absorbée à dose massive par voix visuelle et auditive. L'accoutumance est très importante et le sevrage provoque des troubles importants. Cette drogue a pour nom télé.

Que fait la police ?

Les révélations que nous faisons ici paraissent à peine croyables. Pourtant chacun pourra vérifier la véracité de ce que nous avançons. On s'étonne de l'inertie des pouvoirs publics. Pour notre part, nous sommes prêts à ouvrir nos colonnes à tous ceux qui ont pu constaté ou subir les ravages causés par cette secte dont le développement est des plus inquiétants pour l'avenir de l'humanité.

les handicapés et

Depuis quatre ans de nombreuses associations d'handicapés agissent pour l'accessibilité des transports publics, en particulier du métro de Lyon. Différentes actions ont été menées:

- 11 décembre 1975, manifestation place des Terreaux.

- 9 juin 1976 meeting à la bourse du travail avec pétition, rencontre avec le préfet le 9 juillet 1976.

- lettre ouverte au préfet, lettre aux candidats des municipales, distribution de tracts lors des journées porte ouverte.

- manifestation le 24 avril 1978 place Bellecour, veille de l'inauguration du métro, qui a rassemblé plus de 500 personnes handicapés et autres pour dire non à la ségrégation sous quelque forme que ce soit, pour dire non aux transports spécifiques, non au racisme dont sont aussi victimes les handicapés.

Face à cela, la municipalité a eu de différentes réactions. Au début « il faut voir avec la SEMALY » pour la Semaly « on va étudier le problème » après... « il n'y a pas assez de finance. » Ca revient trop cher et wwwwww ces cons font savoir 3 semaines avant l'inauguration, qu'ils ont fait un million de bénéfices sur la première ligne (plus qu'il n'en faut pour payer des plans inclinés ou des ascenseurs...des plans existent... le fin mot de l'histoire, la municipalité a attendu que Deferre maire de Marseille dise, pour qu'il le répète à Lyon: « le métro ne sera jamais accessible aux handicapés. »

Ce que je pense de l'action de ces différentes associations: très peu de chose de la part des paternalistes, ça n'étonnera personne. De véritables

actions pour l'intégration de l'handicapé doivent elles se décider uniquement entre parents d'handicapés? Ne doit on pas demander l'appui des gens que l'on appelle valide? On doit bien pouvoir en trouver car sait on ce que l'on ressent? Non, moi je dis que tout le monde devrait se sentir concerné par l'intégration de l'handicapé quand on lutte contre une société bourgeoise. Parce que si on ne voit pas beaucoup d'handicapés c'est qu'on ne leur donne pas des moyens concrets. On préfère les mettre dans des centres à la campagne où on les verra le moins souvent possible. Je suis peut-être un peu dur. Mais c'est pourtant vrai, dans une société bourgeoise on n'est pas prêt à intégrer l'handicapé. Ils disent que l'handicapé est anormal, pas beau à voir, bon à rien (mais la faute à qui?)

C'est vrai que l'intégration commence par les transports en commun et les lieux publics pour pouvoir aller

au cinéma et ailleurs, peut être au boulot. Mais n'est ce pas important pour une personne diminuée physiquement d'aller au boulot? (j'en parlerais dans un prochain numéro).

Ce que l'on doit demander, c'est l'accès facile des transports en commun, des lieux publics et surtout le respect de chaque individu, et non de faire comme a fait l'APF (Association des Paralysés de France): mettre à la disposition de l'handicapé des services de petits cars qui viennent les chercher chez eux pour les conduire où ils veulent, par simple coup de téléphone. Je dis non! Ça rend service à certains; j'en suis d'accord. Mais avec ce système, on ne peut pas parler d'intégration. On renforce la ségrégation, surtout que venant de l'APF, qui vient vous parler d'intégration, ce n'est pas étonnant; c'est elle aussi qui est la mère des ateliers dits protégés; elle se fout carrément dedans (c'est pour cela que je dis qu'il ne faut pas parler d'intégra-



ATTENTION

Les handicapés on n'en parle pas beaucoup. S'il y a des jeunes en fac, au lycée ou ailleurs à Lyon qui seraient intéressés pour faire une expo à sa classe sur les handicapés, je vous donnerais tous les renseignements sur la question.

Me contacter par lettre en écrivant au journal « Pour Dominique »

tion avec les vieux paternalistes). Evidemment quel dommage qu'il n'y ait pas plus d'handicapés qui se reconnaissent dans une lutte plus crête. (suite: les handicapés et le boulot)

Dominique

le métro

prenez le train...

Christian Denele a été jugé: à Lyon en avril 78; pour ne pas avoir payé un billet SNCF (trajet Lyon-Montélimar).

Verdict: un mois ferme.

Il fait appel: le 24 novembre il se retrouve face aux juges de la cour d'appel de Lyon, et avec lui une trentaine de personnes concernés par la gratuité des transports.

Auparavant un tract était distribué à Lyon, précisant: «exiger et réaliser la gratuité des transports en commun et leur facilité d'accès pour les handicapés est de la responsabilité de chacun et pas spécialement de Christian Denele ou des distributeurs de tracts.» Signé: TCL (Transports collectifs Libérés)

Quand il est cité par le tribunal, Christian qui assure sa défense lui-même, commence à lire un texte où il explique pourquoi il est multi-récidiviste dans le non-paiement des transports.

Ce n'est pas du goût du président qui dès le début de la lecture, le coupe: «Vous n'avez pas à lire, c'est interdit par la loi».

«Je n'ai jamais vu cela. Je suis mon propre défenseur, et j'entend que la cour ne me coupe pas»

Sur ce, il répond: «Nous ne sommes pas au parlement», et vexé se carapatte dans son fauteuil.

Un résumé de sa lecture:

La SNCF développe une politique de profit par la constitution d'un réseau noyau de 8 milles kilomètres, supprimant les lignes omnibus et express (cf le département de l'Ardèche qui n'a plus de lignes de voyageurs).

La SNCF préfère investir dans une politique de prestige (corails, TEE, TGV), rétablir les trois classes voyageurs par le biais de trains à supplément, spéculer sur les terrains immobiliers, et posséder le quart des participations dans les lignes intérieures de la compagnie air-inter.

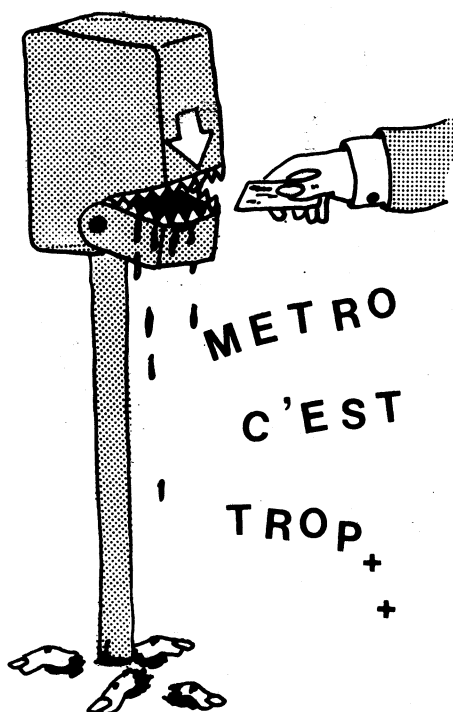
Et pourtant le train c'est bien!

- Le train est cent fois plus sûr que la route. (le seul déficit comptable de la SNCF: trois milliards environ, n'est pas un bon critère, si on tient compte des accidents, des nuisances, du coût des encombrements, du gaspillage d'énergie dont la circulation routière est responsable, il est évident que le rail est rentable. Ainsi les accidents de la circulation ont coûté 36 milliards à la nation en 1977).

- Il est une économie d'énergie;
- Il respecte l'environnement.

En définitive, la SNCF est une société commerciale. Peut-on encore parler de service public!

Cette société de profit se fout des besoins réels des gens, elle ne connaît que le client: les transports routiers se développent à un rythme accéléré, ils



G.R.A.T.P.P. (GROUPE DE RESISTANCE ACTIVE AUX TRANSPORTS PUBLICS PAYANTS).

Contact: Christian Denele
Seignaux par Montoulieu
09 000 FOIX

sont source de profits considérables, et s'usent de 8 à 10 fois plus vite que les transports par fer à service égal.

Nous sommes pour le droit au transport pour tous (cf handicapés), c'est à dire le droit reconnu à chacun de se déplacer sans devoir engager un capital individuel (comme le veut la situation actuelle qui rend l'achat de l'automobile obligatoire.)

La gratuité des transports serait le moyen le plus radical pour lutter contre cette rentabilité et cette concurrence forcée que se font les différents moyens de transport.

Christian continue sa lecture en dénonçant le coût des appareils de contrôle, du personnel de contrôle, des tickets; et du coût de la prison menaçant les partisans de la gratuité des transports

qui mettent en pratique leurs convictions.

Puis il interpelle les magistrats:

«Ne jugez pas selon l'effet, mon infraction, mais selon la cause: l'impératif de profit qui se rit des besoins des gens, en tuant un service public au nom de la rentabilité», «on nous parle bien souvent de justice préventive, la meilleure prévention, pour nous serait la gratuité des transports».

«sur le problème des transports comme sur tous les autres, nous voulons assumer notre légitimité: le droit à l'objection de conscience généralisée dans la société où le hasard nous a fait naître (cf, ce droit, un tribunal, celui de Béziers, l'a reconnu en relaxant un renvoyeur de livret le 7 décembre 1976)».

Christian demande donc sa relaxe.

Il critique vivement les entorses faites aux droits de la défense, lors de son précédent procès, au tribunal de police de Lyon en avril, où le président l'avait empêché de s'exprimer en le faisant vider de l'audience.

Puis il dépose des conclusions pour que son infraction soit reconnue politique, selon les raisons développées de sa défense, afin que l'article 749 du code de procédure pénal soit appliqué. (Si une infraction ou un délit est reconnu politique, le condamné à l'amende n'est pas sujet à la contrainte par corps).

Il lit ses conclusions à l'audience, et termine par:

«j'exige que le tribunal reconnaisse mon infraction comme étant politique, selon l'article 749 du code de procédure pénal.»

Au mot «j'exige», le président couvant sa rage depuis un bon bout de temps, sursaute: «Vous n'avez rien à exiger de la cour. Asseyez vous!» Christian refuse de s'asseoir et continue la lecture de sa phrase en disant: «Je n'ai pas à chatier mon langage.» La salle proteste, le président donne l'ordre d'évacuer et suspend l'audience.

Une fois la place nette, l'audience reprend. Christian dépose ses conclusions. Puis c'est le réquisitoire du procureur: «Confirmation de la peine.»

A ce moment là, le président semble se rappeler des droits de la défense, car elle demande à Christian s'il a quelque chose à ajouter.

Verdict: le mois ferme est confirmé. Christian se pourvoit en cassation.

Nous avons toujours été intéressés par ce qui se passe dans le mouvement ouvrier et en particulier dans les endroits où les travailleurs cherchent d'autres alternatives au syndicalisme réformiste. C'est pour cela que nous continuerons à vous transmettre des informations les concernant. Le tract qui suit a été distribué au centre de tri de Lyon gare. Nous pensons qu'il est important de le reproduire et nous espérons qu'il (le SAT) pourra nous en parler plus longuement dans un prochain numéro.

SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE
DES TRAVAILLEURS DES CENTRES
DE TRI PTT DU RHONE
1 rue Gilibert, 69002 Lyon.



POURQUOI LA CREATION D'UN NOUVEAU SYNDICAT?

La CFDT a exclu, en septembre 1977 la commission exécutive élue de la section de Lyon-gare contre l'avis de l'ensemble des adhérents. Le Congrès de la CFDT-PTT du Rhône de mai 1978 confirma, à une faible majorité et par des procédés anti-démocratiques, cette décision. La fédération CFDT-PTT a ainsi révélé sa nature de syndicat bureaucratique où les décisions sont prises par un petit nombre dirigeants. Dans les faits cela se traduit par un mépris des propositions et des décisions prises par la base.

Une partie des militants exclus et démissionnaires de la section Lyon-gare et Montrochet centre de tri, a estimé qu'il n'était plus possible d'adhérer à une organisation où l'élimination de toute opposition passe avant la défense des intérêts immédiats des travailleurs.

Pendant l'été, fut approfondi le projet de rompre avec le syndicalisme traditionnel dont les structures et le mode de fonctionnement ne permettent pas l'expression de la base pour envisager un type de syndicalisme où la défense des intérêts des travailleurs aille de pair avec une transformation de la société.

Le 3 octobre 1978, s'est réunie l'assemblée constitutive du syndicat autogestionnaire des travailleurs des centres de tri PTT du Rhône, qui interviendra dans l'immédiat à Lyon-gare et Lyon Montrochet CTA.

La SAT veut s'employer à pratiquer une autre conception du syndicalisme; pour nous, le syndicat n'est pas seulement une organisation luttant pour la satisfaction des revendications immédiates (salaires, conditions de travail etc...) le syndicat est aussi un lieu où les adhérents pensent, agissent, se réunissent et décident ensemble sans pour cela attendre des ordres venant d'en haut, nous luttons contre toutes les hiérarchies, à plus forte raison les hiérarchie syndicales. Le syndicat doit être un outil des travailleurs pour leur prise de conscience, leur élévation permettant l'épanouissement des individus dans le respect des différences.

En plus de la lutte sur nos revendications spécifiques, le SAT informera les travailleurs sur les luttes extérieures et convergentes.

Nous sommes solidaires de ceux qui se battent pour une autre société où seront abolis l'exploitation, l'humiliation, le gaspillage; nous soutiendrons et participerons dans la mesure de nos possibilités, à ces différentes luttes (écologie, armée rapports entre les individus, racisme, culture etc)

Nous sommes conscients que l'autogestion ne se fera pas du jour au lendemain, mais nous sommes persuadés qu'il est important de se battre avec les autres travailleurs et leurs organisations pour y parvenir.

Lyon le 20 novembre 78

LES ANIERS NE RAMMASSENT PLUS LES EQUE-
VILLES
OU
LA GREVE DES ÉBOUEURS ET DE LA CO.UR.LY



CO.UR.LY.
6 000 agents
service des eaux
nettoieement
voirie, C.E.S
usine d'incinération
pompiers etc...

Ville de Lyon
5 000 agents
culture
éclairage
théâtres, crèches
service des sports etc...

Francisque Collomb est sénateur-
maire de la ville de Lyon et prési-
dent de la Communauté URbaine
de LYon.

Les origines de la grève

Le premier novembre, un ouvrier de l'usine d'incinération des ordures de Gerland tombait dans un four et mourait. Pendant quelques jours les travailleurs pour protester observaient ce que Collomb appelle « suspension d'activité » et qui en bon français porte le nom de grève. Rapidement il n'était plus seulement question de la sécurité dans l'usine, mais aussi d'autres problèmes. Le mécontentement diffus explosa, comme s'il ne manquait jusque là, qu'une goutte d'eau pour faire déborder le vase. Cette « goutte d'eau » c'est l'accident du premier novembre.

Déclenchement et extension de la grève.

Les chauffeurs éboueurs et cantonniers ou OEVB (Ouvriers d'entretien de la voie publique) ainsi que la maîtrise se mettent en grève le 3 novembre.

Le soutien des syndicats est venu ensuite (CGT, CFDT, FO et Autonomes).

- vendredi 10 novembre: les égoutiers (assainissement) et toute l'usine d'incinération cessaient le travail.

- le 12 novembre: les égoutiers obtiennent la grille parisienne ce qui était leur principale revendication. Mais ils restaient en grève (l'administration n'a pas voulu s'affronter aux égoutiers - 90% de syndiqués CGT, où le PC est très influent - et a voulu créer une division / diversion de tout le personnel.)

- mercredi 15 novembre: le Service des Eaux et les OP des garages entrent en grève.

- jeudi 16, vendredi 17 novembre: l'armée intervient: 120 soldats ramassent 665 tonnes en 2 jours (les éboueurs ramassent 700 tonnes par jours).

- lundi 20 novembre: extension par solidarité puis sur leur propre revendications de la grève: à la voirie, hôtel de la CO.UR.LY et d'autres service de la Ville de Lyon.

Ce jour là se tenait le conseil communautaire. 1 300 manifestants se tenaient au dehors soutenus entre autres par les 4 Unions Départementales des Syndicats CGT Autonomes, CFDT et FO (chose pas vue depuis 20 ans). 100 personnes seulement ont pu pénétrer dans la salle du Conseil. Ce soir là la police était particulièrement provocante (les journaux l'ont reconnu) en déployant un cordon de CRS devant l'entrée. Sans compter les RG et même la brigade anti-gangs présente à l'intérieur de la salle, pour protéger Collomb? L'ambiance ce soir là était particulièrement chaude et cela se comprend. L'inter-synicale a entraîné les manifestants en manif à la Préfecture pour éviter les incidents?

Les assemblées générales

L'inter-syndicale négociait l'après-midi. L'assemblée générale avait lieu le lendemain matin. C'était elle qui décidait la poursuite de la grève mais c'était l'inter-syndicale (Autonomes, CFDT, CGT et FO) qui tenait le micro. Les 21 et 22 novembre, 2 000 personnes étaient présentes dans les AG: ce qui est considérable!

L'ambiance était enflammée, de quoi faire peur aux bureaucrates de la tribune. Avant de monter à la tribune, un membre de la CGT disait à Pleyvel (alias « le Rouquin ») - dirigeant autonome influant -: « il faut être clair avec les copains, nous ne pourrions pas aller plus loin ». Pleyvel, prudent, répond: « moi, je ne veux pas me faire siffler! »

Suivant une tactique désormais largement éprouvée, lorsque les syndicats ne contrôlent pas les AG, ils procèdent à un vote à bulletin secret.

Le jeudi 17 novembre il n'y eut pas de vote à main levée lors de l'AG: car l'inter syndicale voyait que le protocole d'accord serait rejeté et elle estimait qu'il fallait reprendre le travail. Elle convoqua à des votes par service et à bulletin secret. Elle rassembla tout le monde en AG le soir même. entre temps, elle négocia quelques avantages pour les immigrés (fer de lance des grévistes éboueurs et OEVP, où ils sont très nombreux) qui étaient exclus du protocole d'accord du matin.

La presse

Mis à part quelques conneries comme ce titre: « Les rats attaquent », « la Dernière Heure Lyonnaise » et « Le Progrès » ont été dans l'ensemble, favorables à la grève. (surtout Pierrick Hoberard qui correspondait réguliè-



rement avec Pothin, délégué de l'inter-synicale à la presse).

A la fin de la grève, on pouvait lire dans « CO.UR.LY Informations, l'intervention de Collomb au conseil communautaire (rédigé à la préfecture) article bien tourné pour essayer de renverser l'opinion publique en parlant d'illégalité (la grève a débuté sans préavis), d'hygiène et du budget.

Les syndicats

Les fédérations syndicales respectives n'ont pas su ni voulu étendre le mouvement à la France ce qui aurait permis le déblocage de certaines revendications comme le problème des grilles salariales.

- Dès le mercredi 22 novembre les prises de parole de l'inter-synicale influençaient vers une reprise du travail.
- Dès le jeudi 23 novembre, ils appelaient à voter la reprise (malgré de nombreux grévistes absents) - par exemple au nettoyage pour la grève: 378, contre: 159 abstentions: 1 sur environ 2 000 personnes concernées.

- Les égoutiers CGT ont repris le boulot mercredi, brisant ainsi l'unité de la grève. Alors que le protocole passé entre l'inter-synicale disait: « la grève s'arrêtera lorsque tous les services auront obtenu satisfaction ».

- Les pompiers poursuivirent la grève jusqu'au 27 novembre.

- A noter l'agressivité de certains permanents syndicaux (bras d'honneur et maladroites de Pothin - CFDT - et propos malencontreux de Charles -CGT -).

- Certaines revendications comme la semaine de 35 heures, suppression des catégories 1 et 2, égalité pour les immigrés etc... auraient été suffisantes pour forger l'unité de la grève et aller plus loin.

- Les syndicats ont d'une façon schématique rattrapé le mouvement, l'ont contrôlé et l'ont arrêté. Le mécontentement était grand parmi les éboueurs et OEVP; pas mal de cartes syndicales ont été déchirées. La combativité a été brisée. Mais étant donnée la façon dont a été dirigée la grève par les syndicats, elle ne pouvait aller plus loin.

Coordination libertaire des syndicats réformistes CGT, CFDT, FO, Autonomes des personnels CO.UR.LY, VDL

Situation globale

Les causes de ces mécontentements sont connues et diverses.

Il existe dans la fonction communale (assimilée à celle des fonctionnaires de l'Etat), une grille indiciaire des salaires créée en 1946. Hors cette grille n'a subi que des refentes partielles. Un député de la majorité a déclaré

sans Ambages « la grille indiciaire est un monument en ruine ». Les syndicats se battent pour une refente globale de la grille et la reconnaissance de la spécificité de la fonction communale.

En effet les communaux ne peuvent avoir des avantages supérieurs aux fonctionnaires de l'Etat.

LE BILAN

Revendications: maintien du Comité social (équivalent du comité d'entreprise, composé de 24 représentants syndicaux et de 10 membres des élus du conseil communautaire. Pendant toute l'année Collomb a mené la guerrilla contre le Comité Social: il voulait que le CS soit paritaire - 24 représentants syndicaux, 24 élus communautaires avec voix du président prépondérante en cas d'égalité...Le CS gère 320 millions d'anciens francs..).

Prime de fin d'année à deux mille cinq cent francs, (grille parisienne) (parité avec les parisiens dont le statut est particulier) pour les chauffeurs, éboueurs et OEVP et égoutiers, hausse des primes d'insalubrité, ouverture de négociations par catégorie.

Bilan final: comité social: 24 membres syndicaux (les syndicats représentatifs, Collomb ayant essayé de créer une cinquième liste lors des élections, c'est à dire seulement les S. autonomes, CFTDT, CGT, FO) et 24 élus du conseil communautaire, sans voix prépondérante du président.

Prime de fin d'année à 2.300 au lieu de 2.040 comme prévu. Grille parisienne pour les égoutiers.



TÉMOIGNAGE

Un éboueur discutant avec un militant de base de la CGT (garage) « on s'est battu pour rien.

Nous allons reprendre car les syndicats le veulent aussi. Mais tu iras au début de l'année distribuer des cartes syndicales! Tu vas voir comment tu vas te faire recevoir! Ce sont les bureaucrates qui ont le micro. Est-ce que nous les travailleurs, nous parlons? Non.

Comment veux-tu qu'un chef mécanicien aille négocier pour un éboueur ou un cantonnier. Ils ne connaissent pas leurs problèmes.

Y'a que les éboueurs pour parler des problèmes des éboueurs.

Y'a que les OEVP pour parler des problèmes des cantonniers ».

L'ART DE CASSER UNE GREVE OU LE RÔLE INTEGRATEUR DU SYNDICAT AU CAPITALISME ou si les syndicats n'existaient pas les patrons les inventeraient.

Trois novembre, un travailleur tombe dans un incinérateur. Les syndicats ordonnent une grève qui va, pendant une vingtaine de jours, bloquer le fonctionnement du service public des collectes des ordures ménagères.

Les conducteurs de bennes, les éboueurs, les cantonniers, la maîtrise; puis, le 10 novembre, les égoutiers, l'usine d'incinération; le 15 novembre, le service des eaux de la Courly, les O.P. des garages, vont suivre l'ordre de grève.

La plateforme revendicative est très claire. Les grévistes dans leur ensemble déterminés et enthousiastes. Ils ont la certitude de la victoire. Ils sont dans leur droit.

Nous (les rédacteurs de cet article) aurions voulu raconter le déroulement de la grève, avec ses diverses péripéties. Nous nous contenterons de la dernière Assemblée Générale. En effet, celle-ci donne à la fois l'ambiance, puis l'attitude des syndicats, et enfin la leçon qu'on peut tirer de ces événements.

« ...CGT (OEVP) : ce n'est pas un conflit facile, depuis vingt jours on le tient à bout de bras... »

CGT éboueur: vous êtes tous des gens responsables... vous êtes tous un peu excités... nous avons l'habitude de prendre des coups...

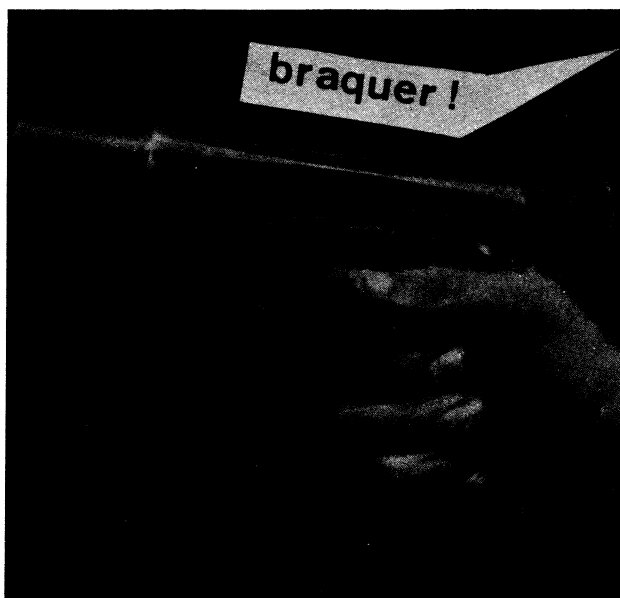
CGT... mais nous avons atteint les limites du possible
CFDT...il faut établir un rapport de force avec l'administration....

ON CONTINUE...ON CONTINUE...ON CONTINUE...
ON CONTINUE... répond la salle. »

Rappel: 1.800 personnes susceptibles de voter jeudi soir. En fait 538 votants car peu ont été prévenu. Résultat: 379 pour la prolongation de la grève, 158 pour la reprise du travail, et une seule abstention.

Les appels au calme et à la « raison » (sic) sont des échecs notables. De nombreuses protestations jaillissent spontanément.

Les syndicats, qui appellent tous à la reprise du travail



AUGMENTATIONS: que vont faire les syndicats ?

par les travailleurs eux mêmes, qu'ils sont avec les travailleurs...les appels à la responsabilité continuent... lorsqu'un responsable intervient pour annoncer: « tout l'ouest lyonnais reprend demain matin... » ça fait l'effet d'une douche froide pour ensuite couvrir par des sifflements rageurs la parole du grand ponton CGT qui engueulait un non syndiqué: « t'es syndiqué toi? Non? Alors tais toi! »

Progressivement l'inter-syndicale se dissout dans la salle pour disparaître totalement au constat d'impossibilité d'imposer par la douceur la reprise du travail. Derrière elle elle laisse une espèce de désarroi s'installer parmi les contestataires. Ne sachant pas où ils en étaient nombreux étaient ceux qui partaient pointer. Des petits groupes se sont formés où nous avons noté encore:

« ...si on reprend le boulot demain c'est foutu...j'ai pas de carte, jamais j'en prendrais.... ils nous trahissent... 2.300F au lieu de 3.000F...faire une grève pour 48F d'augmentation... rien pour les émigrés.... syndicats égale vendus...un paire de gants tous les trois mois, même pas de matériel correct... conditions de travail... y'a deux ans les bureaux avec nous, cette année elle a pas de culottes....tout ça c'est de la magouille pour mettre la main sur le comité social...moi j'ai appris qu'il fallait que je me mette en grève par la presse... tout a été fait pour que les travailleurs administratifs ne rentrent pas dans la grève...même chose qu'en 1976...etc... »

Suite à ces quelques réflexions prises sur le vif il nous est paru nécessaire d'ajouter le commentaire: Une fois de plus les syndicats ont rempli leur rôle intégrateur au système marchand car une fois de plus ils ont cassé une grève en faisant fi des travailleurs, une fois de plus ils ont failli à leur rôle qui devrait être offensif face à la répression capitaliste. Une fois de plus ils ont préféré une apparition politique plutôt que pratique...

« Nous savons qu'il y a bien longtemps, les travailleurs et les travailleuses s'étaient donnés des organisations de défense qui s'appelaient les syndicats révolutionnaires ou anarcho-sindicalistes; c'est pourquoi l'idée que le syndicat est l'arme des travailleurs face aux patrons reste encore solidement enracinée au sein de la classe prolétarienne. Nous devons nous interroger aujourd'hui sur les raisons qui ont fait que ces organisations sont tombées les unes après les autres soit dans le camp du capitalisme d'Etat stalinien, soit dans le réformisme ». Nous devons lutter pour démystifier les syndicats et les faire apparaître tels qu'ils sont à l'heure actuelle: instrument de domination de classe, appareil d'intégration au système, roue de secours du patronat,...

Pour nous révolutionnaires il ne s'agit pas de nier le rôle du syndicat, mais de tout mettre en oeuvre pour sa démystification (archive, Lyon-gare...) et, à l'intérieur de celui-ci, ne pas se borner à du syndicalisme mais soulever des débats sur le quotidien (phalocratie, écologie, enseignement, militarisme, finalité du travail salarié) et par là même dépasser largement le cadre de la lutte revendicative spécifique aux entreprises.

« Notre force et notre idéal seront d'une ampleur sans égale si nous faisons le pas qui dépassera les cadres dans lesquels nous sommes enfermés; le syndicalisme en est un à nous de nous en sortir. Et le plus tôt sera le mieux »

Fy:A.C.V.

N.B. Nous aurions aimé donner la parole à des responsables syndicaux mais après une mise à la porte des locaux de la CGT, nous estimons notre physique plus important que quelques lignes supplémentaires, aussi.... n'insistons pas!



COMPTE RENDU DE LA REUNION DES RADIOS LIBRES

Etaient présents une trentaine de personnes, après un appel fait par radio canut, qui venait de perdre deux émetteurs et l'inculpation d'une personne, suite à une descente de flics.

L'ensemble des gens décida de faire une association 1901, afin de procurer un soutien juridique, financier et politique, aux radios existantes et aux futures.

Nos principaux objectifs sont: développer de nombreuses radios amateurs sur la région; de créer un réseau d'auditeurs le plus large possible; de créer un mouvement de soutien pour les ennuis présents et à venir, plus large sera le soutien et plus difficile sera la répression.

ON S'EST DONNE POUR TACHE:

FAIRE UNE COMMISSION JURIDIQUE pour préparer le procès: les risques des inculpés sont de un mois à un an de prison et de dix milles à cent milles francs d'amende.

FAIRE UNE COMMISSION EN VUE D'UNE FETE DE SOUTIEN, qui se déroulera fin décembre ou janvier, avec de nombreuses attractions, musique, garde-rie, bouffe, une émission pirate, démonstration et expo pour faire les radios. Le bénéfice de cette journée servira à constituer de nouvelles radios libres, et financer le procès.

FAIRE UNE COMMISSION INFORMATION, sous forme de bulletin régulier, affiches murales, tracts etc.. Toute proposition de votre part est la bien venue....

LA PROCHAINE REUNION SERA AU MEME ENDROIT jeudi 21 décembre à 20H 30 au Centre du premier mai 8 rue St George, téléphone du lundi au vendredi de 18 à 19 heures au 92-91-44.

La France n'échappe pas à la règle élémentaire qui régit tout monopole en matière d'information; la voix que l'on entend à travers les ondes est dans tous les cas, la voix officielle: il est normal que des gens veulent autre chose.

Il faut savoir que le progrès technologique met à la portée de tout le monde un matériel audio-visuel utilisable et à bas prix.

Ces deux raisons: révolte contre une information officielle et possibilité d'émettre par ses propres moyens, ont développé de façon considérable le nombre de radios libres.

Il est bon de savoir que jusqu'à maintenant, s'il existait une loi garantissant le monopole de l'Etat dans la matière, aucune sanction n'était prévue contre ceux qui violaient le monopole.

Il est bon aussi de savoir que la déclaration universelle des droits de l'homme que la France a ratifié est contraire à la pratique du monopole.

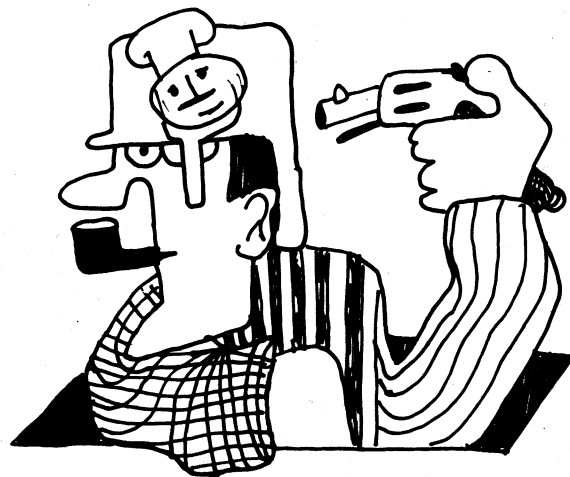
SI

Le caillou historique, coûte plus cher que la chair humaine !

Les bretons qui viennent d'être jugés pour l'attentat con-

tre le palais de Versailles, ont été condamné à 10 ans de réclusion criminelle ! Et pourtant ils n'ont tué personne ! C'est du délire. Si un gardien avait été blessé ou tué, ils auraient été condamné à combien ? Je n'ose même pas y penser. Et puis de quel droit, « ils » les ont jugé ? Si ça se trouve, ceux qui ont condamné les gens du FLB cet après-midi, ils magouillaient en Algérie il y a 15 ans à tuer au plastique des gamins arabes... Chouette, la France... S'ils croient que ça donne envie de se sentir bien dans sa peau en France, ils se gourrent. Ce soir, certainement, les bretons bretonnants, ils ont plus que jamais envie de ne plus être français mais seulement bretons. Et ils n'ont pas tort ! Les képis rodent dans les rues. Tout à l'heure à la gare j'ai croisé deux pourris de gendarmes trainant un adolescent en laisse. Un transfert. Les gens du FLB ils seront trainés en laisse, de QHS en QHS pendant des années. Ils ont beau être des prisonniers, ils ne sont pas des chiens ! C'est pas Versailles qu'il fallait faire sauter, c'était le tribunal... Heureusement que du côté de maman ils sont d'origine étrangère, parce que j'ai déjà assez honte ce soir de lire sur mon passeport: nationalité française. Fichus cailloux historiques qui tenaient encore debout grâce à la peine des pauvres gens qui vous ont dressé vous tomberez en poussière, un jour ou l'autre. Et ce sera tant mieux. L'architecture n'est jamais belle. Elle est tachée de trop de sang et de larmes. J'aimerais que les toits s'écroulent sur toutes les têtes responsables de la condamnation des bretons. Qu'elles servent enfin à quelque chose ces constructions vides de Versailles et d'ailleurs. On est soit-disant en république, et pourtant on continue à bichonner les monuments royaux. C'était pas la Bastille qu'il fallait prendre, c'était Versailles ! Au fait, pourquoi nous on n'irait pas prendre Versailles ?

A.C.V



J'aimerais « compléter » l'article du gars qui a vingt huit ans « ou c'est dur et chouette d'avoir vingt huit ans » (IRL No 22).

Tu tournes, tu vires comme tous les militants qui s'aperçoivent au bout d'un moment qu'ils vivaient à côté de quelque chose depuis longtemps. C'est toujours les mêmes sentiments lorsque l'on découvre la vérité intrinsèque, celle qui t'appartient. Ta conclusion est « conscience ». J'ai le même âge que toi, Walter a maintenant six ans et je peux t'affirmer que j'ai appris d'avantage qu'avec toutes les écoles de société: le partage des plaisirs, les histoires d'enfants, que les questions avaient plus d'importance que les réponses. Ce qui ne m'empêche pas de militer en sachant la raison et comment.

Gilbert

Deux ans de Perpignan, Bernard Pensirot et Victor Simal, en taule en Espagne depuis le 4 février dernier ont été gentiment priés de terminer leur séjour taulistique au premier jour de novembre contre la modique caution de 100 000 pésetas chacun (environ 600 sacs). On peut rappeler rapidement les conditions de leur arrestation, survenue quelques jours après que Martin Vila, ministre de l'intérieur espagnol ait parlé des « groupes autonomes libertaires de Barcelone et de Madrid » comme du « principal péril pour la démocratie ». Ils n'étaient pas les seuls, puisque dans le même temps avaient lieu 250 arrestations à Madrid et 176 à Barcelone dans les milieux libertaires.

Péril pour la démocratie...

En effet, les groupes libertaires et surtout la CNT représentent un réel danger pour la démocratie voulue par l'union des partis de la droite au PC, concrétisée par un pacte signé en juillet 77 « pacte de la Moncloa » dans le but de gagner la classe ouvrière aux nécessités de la restructuration capitaliste (Franquisme-Démocratie) et à l'austérité en général.

Autre péril... La C.O.P.E.L. (coordination des prisonniers en lutte)

Profondément implantée dans les prisons et la population (90% avec les sympathisants) depuis quelques années (les prisonniers que nous appelons en France de droit commun sont appelés en Espagne, surtout sous l'impulsion de la CNT, « prisonniers sociaux ») elle impulse quotidiennement des luttes d'une intensité incroyable, à la mesure de la répression que subissent constamment les prisonniers depuis quelques mois (police anti-émeutes-prisons en stationnement permanent dans plusieurs prisons espagnoles - lire à ce propos un article dans le dernier numéro 58 du CAP - « Franco pas mort » qui parle d'une grève de la faim suivie par 800 personnes à la prison Carabanchel de Madrid.

Que faire devant une telle double-opposition : Groupes libertaires et CNT - COPEL ?

L'Etat, sous les yeux complaisants de ses faux opposants, PC et autres, va utiliser la vieille arme qu'elle sait bien manier : la provocation.

une bonne nouvelle
pour une fois

Provocation de la Scala:

Au cours d'une manifestation de la CNT contre le pacte de la Moncloa, une bombe explose à l'opéra de la Scala de Barcelone à la mi-janvier 78, tuant 4 personnes dont deux syndiqués à la CNT ! Bien entendu, l'attentat est mis sur le dos des anarchistes occasionnant l'arrestation de 5 personnes. La CNT déjouera en partie la provocation (attaquant directement le gouvernement pendant 8 minutes à la télé...) mais le départ de l'offensive a été donné.

Début février donc, les arrestations dont nous avons déjà parlé, où la police essaiera de sortir de « dangereux anarchistes français » pour étayer l'hypothèse d'un complot international terroriste contre la démocratie espagnole.

Torturé pendant deux jours, Bernard et Victor avoueront n'importe quoi pour sortir des G.E (gentils enquêteurs). Il sera facile de prouver par la suite qu'ils n'ont pas pu commettre les actes pour lesquels on les accuse.

Donc rien au dossier et 10 mois de préventive pour leur faire comprendre le sens de l'hospitalité.

Provocations en série dans les prisons

A partir de la provocation du 15 février à la prison de la Modelo (où sont Bernard et Victor à ce moment là), fameuse pour sa cinquième galerie, ou galerie punitive (celle que connu Puig Antich avant d'être exécuté - Bernard aussi l'a connu pendant plusieurs mois) et pour sa structure souterraine qui tient du gruyère (une évacuation de 45 personnes a eu lieu il y a quelques mois prévue normalement pour 200 personnes d'ailleurs), aurait lieu un grand nombre de provocations, d'émeutes - mutineries, d'entrées en masse de la police spéciale prisons, de répression sanglante (Augustin Rueda, cénétiste torturé à mort en avril 78) d'auto-mutilations, Il s'agit pour le ministre des prisons de « casser définitivement la COPEL ».

Gageons qu'il n'y parviendra pas, car elle semble plutôt se renforcer quotidiennement, surtout après la fin des illusions qu'avait pu entretenir dangereusement, même dans les rangs de la COPEL, une promesse de « réforme pénitentiaire » et de libéralisation des prisons.

Un gala pour récupérer un peu de fric des cautions versées aura lieu en janvier à Perpignan avec Higelin (Ah ! les vedettes).

Infos au CAR 17 bis rue Paulin Testory 66 000 Perpignan.

Oyez braves gens !...

Oyez braves gens, l'histoire de la persécution policière dont je fus la victime: en trois actes, s'il vous plaît !

Le premier actes, la faute:

Le trois mars, je franchissais avec la même détermination que d'habitude, et la même bicyclette que d'ordinaire, un feu rouge, devant les arènes de Nîmes. Contrairement à l'habitude, ce fut pour tomber dans les bras d'un gardien de la paix. J'avais du temps à perdre, je me suis mis à discuter, à discourir même, sur l'inadaptation aux cycles de la circulation et de la signalisation citadine. Tant que les autos y seront reines, ma petite reine méprisera feux rouges et tout le tintouin.

Gentiment d'abord, l'homme au képi m'écoute, et doctement ensuite, me fait remarquer que, s'il le voulait, pour pareille offense au code de la route, il pourrait faire sauter mon permis B, puis comme, toujours pour ergoter, je refuse de donner plus de renseignements que n'en comporte ma carte d'identité, il se fâche un peu...

Et commence à verbaliser. Et de le voir s'échauffer, je m'échauffe aussi, à refuser de donner le nom de jeune fille de ma Maman, non mais ! Son collègue arrive « Allez, on l'embarque ! ».

Ça me plairait tellement d'être embarqué pour avoir grillé un feu rouge en vélo qu'illico je leur mets l'objet du délit entre les mains et les assure de ma bonne volonté, que dis-je, de mon enthousiasme à les suivre. Alors ça les refroidit. Mais le procès-verbal est rédigé, et pour ne pas être en reste, ils reprochent à ma bicyclette d'avoir des pneus lisses.

Je laisse bicyclette leur répondre, à ces pointilleux, qu'il leur faudrait verbaliser Poulidor et même tout Manufrance, et le rideau retombe.

Le deuxième acte: l'amende.

« Monsieur Magnouloux Bernard, né le...à..., prévenu d'avoir à Nîmes, franchi un feu rouge fixe, prescrivant l'arrêt absolu, avec un cycle Peugeot. Texte applicable: articles 9 et 232 C. de la route.

Le Ministère Public requiert la condamnation de l'intéressé, par ordonnance pénale, à une amende de cent, 100, francs, aux dépens, 25,00 fr., et la fixation de la contrainte par corps au minimum ».

Et l'ordonnance pénale obtempère.

Je me dis d'abord, et en termes choisis, remarquez !

que, considérant que le Code de la route privilégie en toutes circonstances, la circulation des véhicules à moteur sur celle des autres, et qu'il confine notamment les cycles dans un ghetto de dispositions particulières, je trouve anormal de laisser, notamment en ville, les deux circulations sur la même chaussée. Mon attitude qui consiste à refuser chaque fois que nul danger pour moi et autrui n'existe, les injonctions de la signalisation routière, est une façon (comme une autre) de contester la situation présente et d'exiger que soit accordé plus d'attention à la circulation cycliste.

Puis dicte à ma secrétaire, pas celle-là l'autre, la lettre suivante, pour essayer de me faire passer pour plus con que je le suis: « je désire former opposition à l'ordonnance pénale dont les références figurent sur le talon joint. Je considère en effet que les textes applicables ne sont nullement les articles etc. du Code, mais uni-

quement l'article 237. En effet, je reconnais avoir « franchi un feu rouge fixe...avec un cycle Peugeot, mais ayant ce dernier à la main, j'étais assimilé par le Code à un piéton, et non pas à ce véhicule dont parlent les « art. 9 et 232. Je vous pris d'agréer monsieur le greffier en chef, l'expression de mes salutations. »

Pas très en accord avec ses idées, le mec, dixit la secrétaire...

Alors, Paf, le troisième acte.

Le procès, en appel, Palais de justice de Nîmes, derrière les Arènes... Quelques petites affaires, d'un comique indicible, qui passent avant les autres, parce que les avocats sont là, et mon feu rouge, qui n'est pas mal placé, parce que le fonctionnaire en uniforme qui témoignera de ma mauvaise foi est là, je viens de lui faire de très grands sourires, il a de très très beaux yeux. Dernière scène, la lettre-ranoeur sans humour à celui qui faisait office de procureur général, lisez bien, lisez bien et comprenez, vous aurez compris que la prochaine fois je m'y prendrai différemment et que je ne jouerai plus avec les articles du Code de la route.

A Monsieur le Commissaire de Police
siégeant au tribunal de la même chose

à Nîmes le 15 Octobre

A la longueur des cheveux n'est-ce pas ? Vous m'avez fait très peur lorsque vous avez demandé 600 francs d'amende. J'ai soudain pris conscience de l'abominable pouvoir discrétionnaire de la Police. 600 francs pour une faute d'ordinaire même pas relevée. 600 francs pour avoir osé dire ce que je pensais. 600 francs pour n'avoir pas fait acte de contrition devant la casquette à la cocarde. 600 francs pour m'être comporté en adulte responsable de ses actes et ne m'être pas comporté en gosse pardonnable que l'on surprend en faute mais il s'excuse, le pauvre petit, il bafouille, alors *te absolvo* !

Ce qui à coup sûr ne m'aurait pas valu tripette de peine. Je ne suis pas habitué aux tribunaux de Police, et je n'avais pas, l'autre jour, tous mes moyens, la prochaine fois, ce sera le cas, et je relèverai le ridicule, le misérable de votre regard vengeur, « 600 francs pour avoir osé défier ma Toute-Puissance, 600 francs pour la lueur d'impertinence dans les yeux de ce jeune malotru en jeans sales et aux cheveux longs; toutes les caractéristiques d'un criminel et ça se permet pourtant d'ergoter sur les articles du Code de la route ! »

Heureusement pour mes finances que le juge a gardé son sang froid, en riant tout doucement de votre coup de sang (l'avez-vous au moins remarqué ?) sinon ç'eût été. Heureusement pour la grande truanderie: vous auriez fait de moi, Monsieur le Commissaire, pour payer cette amende, un bandit de grand chemin, la rage au cœur (une rage comparable à la votre postillonant 600 francs...) Une façon comme une autre de justifier son emploi ?

Bernard MAGNOULOUX
26140 Andancette

Note du claviste: et nous, on tape des trucs comme ça, c'est la vie. Ah Monsieur, l'injustice sociale, les excès de la Police !

En réponse à « Pour que l'insoumission totale ne devienne pas un suicide »

Lecture faite de l'article de P.P.Goegan dans le No 21, il y a des conclusions à tirer.

D'accord, l'insoumission c'est la fuite de la mort institutionnelle. D'accord l'insoumission devrait appeler la vie. Mais soyons réaliste! A l'heure actuelle il est évident que l'insoumission totale ne peut se vivre dans toute son amplitude au su et au vu de tous. Celà implique l'illégalisme et la clandestinité. Et pour arriver à une pratique de masse il faut faire connaître ses motivations!

Mon insoumission je veux la vivre au grand jour, affirmer publiquement mon refus de m'insérer dans le système marchand, étatisé.

Donc au départ deux pratiques fondamentalement différentes. Et deux espèces de « suicides » différents.

En effet la clandestinité est un suicide dans la mesure où une partie de moi-même ne peut s'exprimer. De même que vivre publiquement son insoumission est un suicide car quotidiennement on risque l'arrestation, l'inculpation, etc...

Dans l'état actuel de recherche pour une dimension collective de l'insoumission, ma volonté d'une longue peine, ma grève après condamnation,... se situait dans le cadre de cette recherche.

Il a fallu l'intervention du ministre pour éviter « le pire ». En celà c'est un apport non négligeable dans la mesure où il n'y a pas eu de réforme. Mais je suis cons-

N.B: Y a un mec qui s'appelle Vaima, dns le CAP de novembre qui écrit:

« ... il existe d'autres choses à faire pour lutter efficacement. A l'intérieur des tôles s'associer, s'organiser, lutter de manière ponctuelle, harceler les administrations par mille et une revendications, faire sortir les informations, boycotter le travail, la promenade, bref être le grain de sable qui empêche la machine de tourner... mais surtout ne plus se sacrifier..... On veut plus avoir de héros! »

Alors soyons clairs: le fameux grain de sable on peut l'être de mille et une manière. En luttant d'une manière te et s'en ramasser plein la gueule pour pas un rond « impact néant sur les co-détenus » ou bien encore s'efforcer de faire circuler ses idées dans le milieu pénal (remise en cause politique de la tôle, action sur la morale bourgeoise - racisme, phalocratie, homosexualité,... explication de sa propre action et de ses buts, etc...) Et en six mois (dont deux à l'isolement) on peut faire un sacré boulot!!!

Pour le refrain sur les héros je me contenterais de répondre que l'on n'a que les héros que l'on veut bien se reconnaître!

TOUTE FORME DE LUTTE EST UN SUICIDE !!!

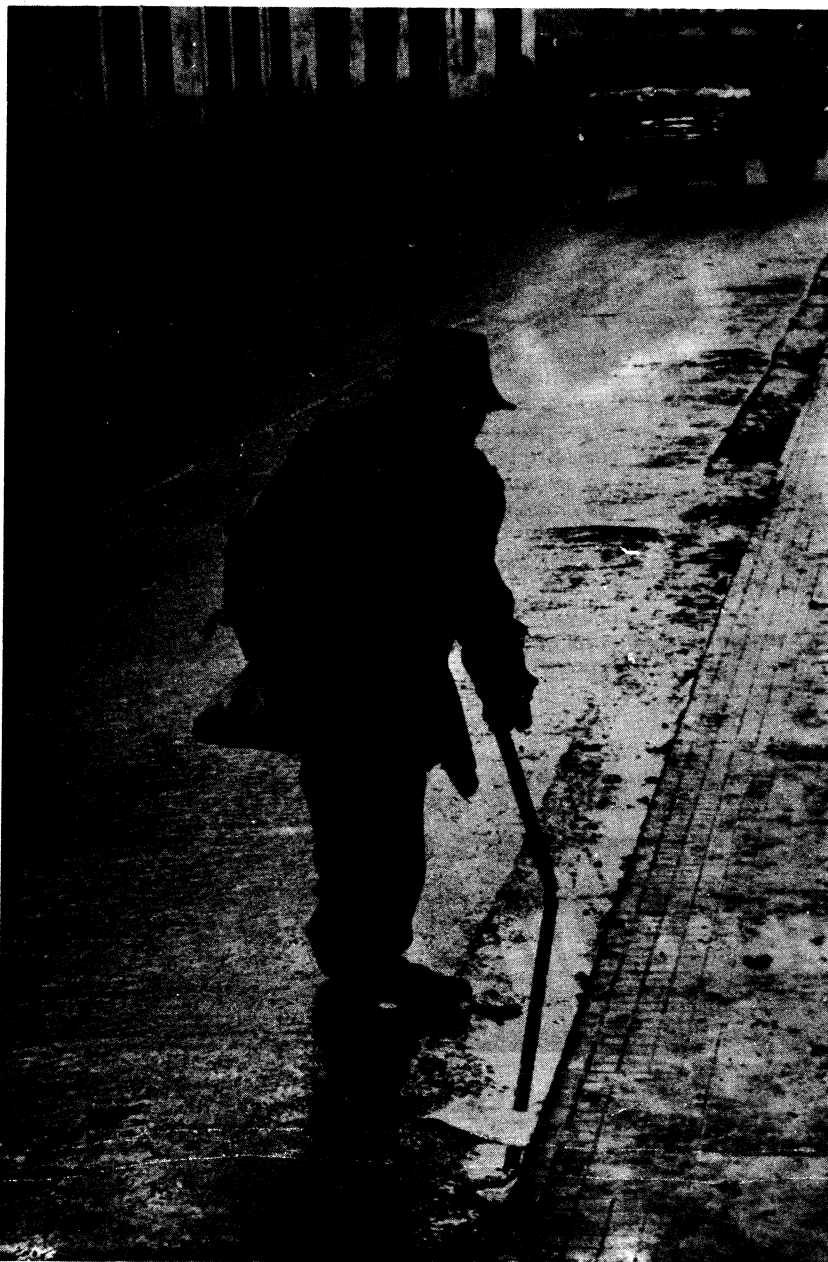
cient que cette action ne peut être collective ni collectivisée. De même que tout le mouvement d'insoumission militaire à l'heure actuelle. Toute insoumission militaire n'a de collectif que le bruit que l'on fait autour et le soutien et la participation que celà implique.

On dit communément que le mouvement anar est une marmite à idées. C'est en fonction de cet axiome que j'ai engagé ce « pari suicidaire ». Parce que je n'ai rien à perdre (donc tout à gagner). Pour ce que sont mes motivations...laissons les de côté, chacun ayant les siennes, différentes de celles des autres. L'important est de se retrouver sur un front de lutte. « s'insoumettre pour continuer de vivre libre », voilà le problème. M'insoumettre ne m'apporte pas un regain de liberté. Même pas une satisfaction personnelle. C'est parce que je me rend compte que l'insoumission (au sens le plus large) représente le combat le plus objectif face aux institutions. Et je n'invite personne à s'insoumettre suivant un modèle certifié conforme par un quelconque comité... Chacun, en fonction de ses propres aptitudes, facultés, volontés, s'insoumet là où il lui semble possible, souhaitable, nécessaire,... de s'insoumettre. C'est ainsi que j'ai agi et c'est ainsi que je souhaite qu'agisse le plus grand nombre, tout en continuant à chercher un moyen pour qu'effectivement l'insoumission devienne un jour collective.

Pour le moment il convient de préciser que j'ai retrouvé la forme (c'est pour rassurer ceux qui se posent des questions) et que j'entend continuer le combat avec toujours la même détermination.

Tondeur





QUAND LA RÉALITÉ TRAVAILLE, LA FICTION DORT

Le 25 février 1830, à 2 heures de l'après-midi s'ouvrent les portes du théâtre où sera présenté à 20 heures et pour la première fois la pièce « Hernani », les spectateurs attendront 6 heures...

Ce ne fut pas la même chose pour nous qui allions voir le 25 novembre 1978 au théâtre l'Eldorado la dernière représentation du spectacle « La Bataille d'Hernani ».

A peine entrés nous fûmes agréablement surpris par l'ambiance très détendue et particulièrement par une pancarte qui annonçait l'entrée gratuite à tous ceux qui n'avaient pas les moyens de payer.

Et puis le thé et le café qu'on nous offrait, les quelques minutes d'attente, le tout dilué entre le va et

vient des acteurs qui se baladaient déjà en costumes dans les couloirs et la salle.

« On commence ? »

Les lumières s'éteignirent et, au milieu de la salle, sur une estrade subitement illuminée par un projecteur, un jeune homme, un micro à la main, commença à nous faire entrer dans l'histoire; à l'aide de musiciens (saxo, piano, guitare). Pour nous, 4 copains et copines, qui n'allons pas souvent au théâtre, ça a été une aventure. La pièce, annoncée comme « difficile » dans le tract de présentation, l'était réellement si on songe à toute la première partie qui faisait référence à des artistes connus et moins connus, en indiquant leur nom et, parfois, leurs ouvrages, ou leur façon de s'habiller. Mais la fiction qui ne se cachait pas du tout dans ce spectacle, fiction

d'un côté, d'un souvenir rentra dans la scène à petits pas. A travers la figure quasi abstraite d'un acteur recouvert d'un manteau vert et un col en fourrure qui se tenait bien droit: un chimpanzé avec un masque de polichinel, un haut de forme, des mains et une figure blanches d'un homme-femme.

Et nous sommes partis, to remember « les belles pages écrites par ces hommes et femmes romantiques qui haïssaient tout ce que voulait être la Restauration et qui aimaient tout ce qui allait avec la liberté d'expression: l'art. »

Ces romantiques faisaient peur aux bourgeois de l'époque à cause de leurs extravagances.

Cheveux rouges et gilet rouge.

« Rouge. Cette couleur flamboyante qui était le contraire des couleurs grises et tristes de toute une couche (caste) sociale méprisable. Ce gilet rouge qui restera comme une empreinte dans l'histoire plus que les vers des poètes et leurs livres. »

Ce romantisme désuet qui ressemble à la vieillesse quand elle se pose sur notre visage comme un masque et qui revit seule grâce à ses souvenirs intenses, chauds, impatients qui ont laissé intact dans notre mémoire cet idéalisme plein d'espoirs, ou mieux, désespoir de ceux qui, amant de la vie-amour-mort, ne trouvent autour d'eux-mêmes qu'une civilisation rationalisatrice, affairiste et politicarde.

Et alors, on est triste: le visage pâle, à peine coiffé, presque distrait mais toujours participant avec leurs vers, rimes, chansons, amours, folies, constructions idéales-littéraires, à la réelle fiction de ce monde où le théâtre essaie de représenter la vie et où on essaie de faire du théâtre dans la vie quotidienne.

Le spectacle terminera avec une longue chanson accompagnée par les instruments et les mains des spectateurs.

Mais nous ne nous quitterons pas tout de suite: Les acteurs démasqués, pas encore démaquillés, nous inviteront à boire un coup ensemble.

Où était-je ? Dans un lieu où l'on franchit la barrière de l'incommunicabilité ou dans un salon où l'on oublie les peines du monde sous un aspect théâtral des choses ?

N.B: « l'attroupement » est le nom du groupe qui a travaillé à ce spectacle.

Ils vivent ensemble, et cherchent de s'exprimer à travers un moyen qui ne peut pas nous laisser indifférent:

La Liberté.

Le G.R.I.T. (Groupe révolutionnaire Insoumission Totale) communique.

« Né en septembre 77 à Paris, le GRIT composé d'insoumis militaires et de travailleurs pronant la désobéissance civile, a déjà assumé, à travers la France, un grand nombre d'interventions spectaculaires essentiellement dirigées contre l'institution militaire (tracts, slogans à la peinture, grenades fumigènes contre Etats majors, cercles d'officiers, direction de la Justice Militaire...)

Nous avons aussi lancé en avril 78, un appel sur la légitimité politique de l'insoumission totale qui a été soutenu et signé par plus d'une centaine d'écrivains, d'avocats, de journalistes, de chanteurs, etc...

En septembre dernier les autorités militaires paraissant adopter de nouveau une position très dure vis-à-vis de l'insoumission, nous avons décidé, face aux risques d'arrestations de nos camarades insoumis, de rompre nos attaches publiques avec les organisations révolutionnaires et les groupes de soutien anti-militaristes, et de nous organiser dans une clandestinité mieux adaptée à la situation périlleuse de nos copains insoumis.

Mais les autorités militaires ont aujourd'hui décidé d'en finir avec les insoumis totaux. Suite au discours de Bourges à l'assemblée nationale, et sur plainte du Ministère de la Défense, une commission rogatoire a été lancée contre le GRIT et ses « présumés » membres. Quelques interpellations et interrogatoires ont déjà eu lieu courant novembre. Ils touchent bien évidemment des anti-militaristes publics ou des groupes de soutien aux insoumis.

Nous tenons à affirmer, à toutes fins utiles, que nous sommes d'ores et déjà prêts à répondre sans délai à toute arrestation ou inculpation en intervenant d'une façon déterminée et en organisant une solidarité active en liaison avec les autres groupes révolutionnaires ou anti-militaristes. Cela fait plus d'un an que nous agissons malgré nos mandats d'arrêts. Ce ne sera xxx une commission rogatoire qui fera cesser notre combat résolu contre la soumission, l'abêtissement, la hiérarchie, l'arbitraire et la militarisation!

« Ici ou ailleurs, à bientôt... »

A PROPOS DE LA SYNERGETIQUE

Vendredi 24 novembre, nous nous sommes retrouvés environ deux cent personnes intéressées par la cynergétique au centre culturel de Villeurbanne.

Mais qu'est ce que la cynergétique: un mot nouveau, une nouvelle théorie scientifique (c'est à dire un espace mathématique théorique régi par des lois qui doivent correspondre aux équations déterminées expérimentalement) qui se heurte à la théorie officielle de la relativité restreinte et ses conséquences sur lesquelles le gouvernement n'a encore autorisé aucune recherche, bien que des résultats concluants aient déjà été obtenus lors d'expériences tentées malgré les interdictions. C'est pourquoi afin d'avoir plus de poids, une association la CEPED (16 bis rue Jouffroy 75017 Paris) a été créée pour dénoncer le dogmatisme de la science officielle et le frein, le retard imposés par le gouvernement et même par les entreprises privées sur le développement de cette théorie, pour contraindre le gouvernement à autoriser des recherches, pour organiser des réunions d'information, et à laquelle de nombreux physiciens ont déjà adhérents. Il ne manquerait en effet que quelques études pour en démontrer officiellement l'exactitude, découvrir ses dangers, ses limites, qu'ils existent, et ses applications. Celles-ci pourraient entre autre la forme de petits générateurs autonomes d'électricité (la fin du monopole EDF !) non polluant et ne consommant aucune des ressources épuisables de notre environnement, une véritable révolution! Mais cette théorie sera t-elle toujours réservée à une élite!

Quelles précautions faudra-t-il prendre vis à vis de ses utilisations possibles! Sera-t-elle vraiment une solution à la crise de l'énergie?

Sera-t-elle une solution à la crise de société due entre autres à une trop grande dépendance, une trop grande centralisation?

Quelles seront les conséquences de cette révolution?

Faut il essayer de répondre dès aujourd'hui à ces questions?

Tels sont les problèmes qui ont été posés lors du débat qui suivit l'exposé sur la synergetique.

Mais en arrivant chez moi, je devins perplexe en me rappelant le canular monté par des mathématiciens et connu sous le nom d'école Bourbaki

Georges

ETA / T

PAYS BASQUE

L'ETA/T : C'est ça qu'on ne veut pas

Vingt cinq millions d'espagnols étaient appelés, mercredi 6 décembre, à se prononcer par le biais d'un référendum sur la constitution imposée par les forces des institutions interclassistes qui gèrent l'après franquisme. Deux tiers des électeurs se sont rendus aux urnes pour légitimer avec un oui au 60% la nouvelle charte constitutionnelle. Plus d'un tiers, en revanche, on négligé totalement l'échéance institutionnelle et ont suivi le mot d'ordre des forces révolutionnaires: abstention! L'opposition anti-institutionnelle est profondément enracinée en Espagne et les hommes au pouvoir à Madrid, bien qu'ils célèbrent la « naissance d'un Etat moderne » et/ou l'acquise intégration de l'Espagne à la démocratie euroccidentale ne peuvent que tirer une leçon de la massive résistance populaire à l'étatisation, qui s'est traduite, lors du référendum, dans une abstention qui, au pays basque, par exemple, a dépassé le 50% des inscrits. Rien n'y a fait, ni les menaces, plus ou moins voilées, dont se sont servi les autorités pour arracher un large consensus électoral, ni l'obligation pour les ouvriers de justifier une demi-journée fériée et pour les travailleurs de l'industrie publique leur fidélité à l'Etat; une repression plus raffinée et démocratique n'empêchera pas les espagnols qui ne se reconnaissent pas dans l'Etat de poursuivre leur lutte dans un pays marqué par une étendue présence d'intérêts économiques et stratégiques des Etats unis, cogérés par une série de pactes sociaux interclassiques, souscrite par toutes les forces institutionnelles, où les syndicats socialistes et communistes assurent une certaine paix sociale au patronat. Sur la voie de ce trompeux processus de démocratisation, lourdes se confirment les hypothèques sur la vie des espagnols, représentées par le poids de l'église et de l'armée. L'une a voulu s'adresser à l'Espagne profonde et sub culturelle par la voix de Marcel Gonzales Martin, archevêque de Tolède et cardinal primat d'Espagne, qui s'élève contre l'insoumission à Dieu de la charte Constitutionnelle. L'armée, pour sa part, vient juste de donner un témoignage de sa fiabilité démocratique, secouée comme elle est d'envies golpistes, qu'on su devenir de domaine public avec le putsch manqué de novembre dernier. La constitution, qui prétend rassembler autour du régime issu tout droit du franquisme, tous les espagnols, dans la mesure où il ne peut pas reconnaître des entités en dehors de l'Etat, ne peut pas donner une réponse affirmative aux exigences d'autonomie, aux particularités régionales. Je songe là au pays basque, où constitution ou pas constitution, les problèmes demeurent, car c'est l'Etat qui est en cause. Seule la repression la plus aveugle et brutale va donc, aller se dessiner comme solution, obligée aux activités d'organisations politiques, telles que l'ETA, Askatasuna et forces révolutionnaires toutes, dont la lutte, plus dure et déterminée, s'y lie xxxx à celle du peuple basque et qu'on ne saurait résoudre dans une étiquette qui tranche une condamnation: le terrorisme.

L'Euskadi

Laburdi, Basse Navarre et Sub-eroa, en territoire français, au nord; Alava, Guipuzcoa, Haute Navarre et Biscaya, en Espagne au sud, sont les régions qui composent le pays basque. 20544km.2, avec deux millions quatre cent mille habitants. Une langue, le basque, aujourd'hui minoritaire par rapport au castillan. L'Euskaldunisation, cependant, a su se répandre ces dix dernières années malgré toutes les entraves mises à cette réacquisition d'identité nationale basque. Soumis à un véritable génocide culturel, le peuple basque affirme sans cesse sa volonté de garder son identité, ses libertés ses caractéristiques ethniques, sa langue, l'euskera. Ces contenus nationalistes doivent être en liaison avec une certaine réaction de la population face aux exigences du capitalisme industriel et la formation d'une classe ouvrière qui prend conscience de son exploitation. Bien plus, les franquistes, vainqueurs de la guerre civile, feront payer cher aux basques leur soutien aux forces républicaines et institutionnaliseront la répression de l'entière communauté sociale basque. Il s'agit là d'une véritable colonisation imposée par la force d'une armée d'occupation. La révolte de la jeunesse révolutionnaire d'Euskadi dans l'impossibilité de se reconnaître dans la politique du parti national basque, se radicalise et cherche d'autres moyens d'expression et, fondamental, d'action.

Euskadi Ta Askatasuna

Se comparant au Front de Libération National d'Algérie, aux barbudos cubains, qui viennent d'atteindre le pouvoir, aux viet-congs, aux mouvements de libération d'Angola et de Mozambique, un certain nombre de militants de l'organisation juvénile du parti national basque, se regroupent à la fin des années cinquantes, autour de la revue Ekin (Action). La naissance de l'ETA, en effet, peut s'expliquer comme répondant à deux exigences concordantes. à l'extérieur les luttes du tiers monde, qui tant de dés/illusions eurent à porter aux révolutionnaires du monde entier, et à l'intérieur du pays basque, la colonisation menée par l'Espagne d'un côté des pyrénées et par la France de l'autre. En 1960, les premières rafles policières mirent à dure épreuve l'organisation clandestine qui venait d'être implantée.

Les actions de l'ETA contribuèrent à la radicalisation de la lutte contre l'Etat et le capitalisme espagnol, pas seulement au pays basque, mais sur toute l'Espagne. En ce sens, le terrain de l'action directe anti-étatique vit une convergence militante entre partisans de l'ETA et révolutionnaires anarchistes. Comment oublier les meil-



leurs vœux pour Noël 73 exprimés au recordman mondial de saut en hauteur: Carrero Blanco? L'histoire de l'ETA qui peut aussi s'exprimer comme synthèse entre la lutte de libération nationale et la lutte pour l'émancipation des travailleurs et des exploités, tous veulent mettre en relief l'action comm/unitaire des basques les dix dernières années, qui a su s'étendre en mouvement de solidarité avec les prisonniers, les détenus l'appui logistique et le soutien aux libérés et aux clandestins, dans la lutte pour l'amnistie, complétée, parfois, par des actes de justice révolutionnaire.

Deux grands moments ont caractérisé le débat interne à l'ETA. la V assemblée, qui a entraîné la division entre ETA Berri et l'ETA zarra (veuve et vieille, respectivement) la première s'étant transformée en parti ouvrier de nature sociale-communiste, tandis que la seconde suit le trajet typique de l'ETA, nationalisme radical-lutte armée. Le schéma se reproduit en 1971, lors de la sixième assemblée, quand les marxistes, en se séparant des nationalistes, iront vers le trotskisme et re/confusionneront avec une pratique parlementariste, tandis que les nationalistes, en évoluant la synthèse libération-nationale, libération-sociale, se rapprochent du secteur de l'autonomie ouvrière, en gardant, toutefois, une attitude directive qui demeure marxiste-léniniste.

Les li/mythes du nationalisme

Le succès de l'ETA est dû à son implantation parmi le peuple outre que à son organisation soit spécifique, soit d'appui et, aussi, à toute une série favorable de conditions historiques, telle que la duperie parlementariste, le chômage étendu, la lutte contre le nucléaire et la défense de l'environnement et peut se prévaloir de l'insoumission basque à la politique de développement capitaliste. La continuité de la tentative de l'Etat espagnol de pacifier le pays basque, pour en écraser toute identité autonome, détermine et contribue à décréter la signification des actions faites par l'ETA.

Certes le nationalisme, si il peut expliquer beaucoup, ne doit pas, pourtant, rendre aveugle ou bien rester une priorité. Il a des grosses limites qui doivent être mises en relief et, le cas échéant en accusation. On a souvent l'impression, en effet, de voir les actions de l'ETA détachées de l'ensemble du peuple basque, qui paraît avoir perdu la confiance en lui-même. On assiste, alors, à une dangereuse substitution d'un bras armé justicier aux besoins d'action et d'expression de la population, qui voit venir l'ETA d'ailleurs résoudre ses problèmes. Ainsi faisant il est indubitable que la marche vers l'autoémancipation et des travailleurs et de tout le peuple basque piétine.



Il y a là une discrimination infranchissable: l'ETA lutte pour abattre l'Etat espagnol et dirige son marxisme léninisme vers la constitution d'un Etat basque. L'analyse et le but sont à refuser en bloc. Lorsque l'ETA s'identifie à un nationalisme étatique on n'est plus d'accord. S'il peut être bien de se reconnaître dans un nationalisme qui veuille dire identité de culture, de langue, d'origine, on n'arrive pas à cautionner une solution qui se pose comme substitution de l'Etat de Madrid par un autre Etat, basque pour l'occasion.

Que se vayan!

Qu'ils s'en aillent! On entend partout au pays basque.. Ils, les forces d'occupation de l'Etat espagnol. Trois ans après la mort de Franco, la prétendue démocratisation n'a pas changé grand chose et la repression n'est pas moins brutale, pendant que l'ennemi reste toujours le même: l'Etat. Face à l'Etat, est légitime la lutte armée que mène l'ETA? Bien sûr! Car les forces de la repression ne s'en iront pas d'elles mêmes, de même que la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ne nous sera octroyée par nos patrons. On doit les chasser les forces de la repression. La seule façon d'en finir est celle des les éliminer l'ETA nous en donne presque quotidiennement la preuve....La lutte de classe s'étant étendue du domaine de la production à l'ensemble de la société, il importe que l'organisation spécifiquement armée afin de ne pas retomber sur le seul terrain de l'affrontement militaire de l'Etat, sache demeurer attachée à l'action des exploité(s).

P.P.Goegan

EN 1929

PANAÏT

Actuellement la reconnaissance des erreurs de la période Stalinienne en URSS sont au goût du jour. En 1929, il n'en était pas de même. Malheur à qui osait raconter les faits dans leur réalité: il était l'objet de calomnies, d'accusations malsongères, traîné dans la boue. Panaït Istrati a connu cela et en conséquence a été condamné à l'oubli.

Panaït Istrati, ouvrier Roumain, autodidacte, vivant en France est invité à Moscou pour la célébration du Xème anniversaire de la révolution russe en octobre 1927. Il n'est pas du parti mais c'est un « compagnon de route » du communisme. C'est avec enthousiasme qu'il se rend à cet anniversaire. A son arrivée à Moscou il déclare à la Pravda son intention de s'établir en URSS. Il passe trois mois en Russie, encadré, aux frais du gouvernement soviétique, en visites préparées, cérémonies, banquets, au milieu d'écrivains sympathisants dont Henri Barbusse, Paul Vaillant Couturier et Nikos Kazantzaki avec lequel il se lie d'amitié. Tous deux quittent l'URSS pour la Grèce en décembre 1927 après avoir écrit une lettre collective à Staline: « Nous allons maintenant en Grèce, crier notre enthousiasme de ce que nous avons vu en URSS ».

Après deux mois en Grèce d'où il est expulsé pour propagande communiste Istrati retourne en URSS avec Nikos Kazantzaki et leurs deux compagnes pour un voyage de treize mois à travers: la Laponie, le Caucase, l'Ukraine, la Moldavie, la Crimée. Ce voyage est accompli sans accompagnateurs, sans interprètes et à leurs frais. Au cours de ce voyage, Istrati découvre, petit à petit, l'affreuse réalité soviétique. Il veut tout voir, tout noter tout photographier, interroger pour se prouver que ce qu'il découvre est faux. Il est d'autant plus déçu que son ami Grec ne partage pas ses désillusions: « La Russie est grande. L'idée est grande, ne permet pas un cas isolé ou même à une série de faits pour aussi hideux qu'ils soient de troubler ton regard. Panaït ne soit pas sentimental, ne gémis pas ».

Par trois fois Istrati intervient auprès de la Guépéou: une fois directement pour défendre Victor Serge emprisonné et les deux autres fois un écrivain à Guerson, secrétaire de la Guépéou.

Istrati rentre à Paris en janvier 1929 après l'affaire Rousakov (beau-père de Victor Serge) dans laquelle il s'est engagé jusqu'au plus haut sommet (entrevue avec Kalinine, président du soviet suprême) et un important avec lui « l'image des hommes hâves, squelettiques, au regard de fous, chancelant de colère autant que de privations et qui me disent: « à la façon dont nos Pravda parleront de toi, nous saurons si, à l'étranger tu as tenu ta parole ou si tu n'es qu'une fripouille. »

Il écrit un livre « Confession pour vaincus » d'après ses notes de voyage, mais hésite à le publier, dissuader par Romain Rolland.

Il se retire en Roumanie en juin 1929 et le 20 août 1929 écrit à Romain Rolland pour lui annoncer la publication de son livre: « Ami j'ai cassé la vaisselle. »

Le 15 octobre 1929 paraît « Confession pour vaincus », véritable bombe littéraire. La gauche communiste est consternée. Comme l'avait prévu Istrati, ce fut « une terrible pétarade dans toute l'Europe ».

Dénonciation de ce qui se passe en Russie

- Emprise de la bureaucratie:

« Plaie bureaucratique ! Ne parle plus au nom du prolétariat ! Gouverne, oppresse, tue mais tais-toi ! »

- Nécessité d'être dans la ligne:

« Selon ce que tu penses, tu auras ou tu n'auras pas le pain et l'abri »

- Arrestation en masse des opposants au régime et le sort qui leur est réservé:

- Corruption en tout genre de ceux qui détiennent le pouvoir:

« Je sais qu'une écrasante majorité d'hommes de ma classe est arrivée au pouvoir; qu'en y arrivant, elle s'est tout de suite mise à bouffer et que, la bouche pleine elle écarte de sa table et laisse mourir de faim tous les frères qui ne sont pas de son avis ».

« Les cadres de la jeunesse sont entièrement pourris ».

- « **Le sort de l'ouvrier** qui n'est qu'ouvrier, **celui du paysan** qui n'est que paysan, ou bien pire, le sort du travailleur qui rouspète n'ont rien de réjouissant sous la dictature communiste. Peu de travail et mal rétribué, chômage, privations, persécutions d'un côté favoritisme triage sur le volet, débauche, sinécure, détournements de fonds, mouchardages, politocailerie de l'autre.

- Rôle des syndicats:

Ils contrôlent les travailleurs auxquels ils attribuent pain et logement selon ce qu'ils pensent.

- La justice n'est qu'une mascarade:

Pour celui qui n'est pas dans la ligne la condamnation est irréversible.

Après tout cela, pour Istrati « Il n'est plus du tout question de socialisme mais d'une terreur qui traite la vie humaine comme un matériel de guerre sociale, dont on se sert pour le triomphe d'une nouvelle et monstrueuse caste qui raffole de ~~fordisme~~ d'américanisation, de produits Coty, de toilettes parisiennes, une caste cruelle, avide de domination ».

« Une flamme, après mille autres, vient de s'éteindre, sur une vaste terre riche d'espairs. Ce n'est plus aujourd'hui sur cette terre là que le souffle froid de l'égoïsme qui glace la vie ».

L'hypersensibilité, l'honnêteté de cet assoiffé de justice qu'était Istrati ne pouvait être que profondément déçues.

Cependant, malgré cette condamnation du communisme russe, Istrati ne veut pas être récupéré par la droite. Il condamne le capitalisme et défend l'URSS en tant que forteresse contre celui-ci.

Calomnies portées contre Istrati:

Pour avoir dit la vérité Istrati va connaître les pires calomnies de la part de la gauche communiste française. Il va être à cause de cela condamné à l'oubli alors que deux ans auparavant il était un écrivain populaire en France et en URSS. Ses amis communistes ne lui pardonneront pas. Henri Barbusse se fera le porte-parole de toutes ces calomnies. Il avait été lui aussi plusieurs fois en Russie et avait publié un livre chantant les louanges du régime soviétique.

ISTRATI

DEJA

Istrati est accusé d'être un « transfuge », un « traître », « conformiste », « un patriote anti sémite et fasciste ». Pour son accusation Barbusse utilise des arguments totalement faux et qu'il sait faux, et l'insinuation en l'absence d'arguments. Pendant ce temps Istrati est en Roumanie, malade, sans argent, en but aux autorités roumaines fascistes. Il est surveillé, espionné, ses amis tracassés par la police car il est accusé « d'agitation communiste ». Il se défend des accusations par de nombreuses lettres écrites à ses amis et dans la presse roumaine. Mais la langue roumaine est peu connue à l'étranger et sa défense n'atteint pas la France. Il meurt le 16 avril 1935.

Qui est Panaït Istrati

C'est un roumain né à Braila en 1884. Il est élevé par sa mère qui fait les ménages. Istrati fréquente l'école primaire de 6 à 12 ans. Il devient peintre en bâtiment. A 16 ans il quitte sa mère pour aller vagabonder. Il a deux passions: les livres et les voyages. Il a ses premiers contacts avec le mouvement socialiste à Bucarest en 1904. Il voyage en Egypte et au Moyen-Orient où il fait toute sorte de travaux pour subvenir à ses besoins. Entre temps il découvre ses talents pour l'écriture en collaborant au journal du parti socialiste roumain. Il devient secrétaire du syndicat des ouvriers du port de Braila. En 1913 il part pour Paris puis pour la Suisse où il étudie le français à travers des œuvres littéraires. Le 25 juin 1919 il publie son premier article en français. Revenu en France il exerce le métier de photographe ambulant. Après un suicide manqué à Nice il rencontre Romain Rolland qui l'encourage à écrire. Son premier livre, *Kyra Kyralina*, sort en librairie en mai 1924 et est salué par des articles élogieux dans la presse française. Sept livres suivront avant son départ pour l'URSS.

De retour à Paris en février 1929, la publication de son livre « Confession pour vaincus » va le faire tomber dans l'oubli. Quarante neuf ans après qui le connaît ? qui a lu ses œuvres écrites en français alors qu'il l'a appris à l'âge de 32 ans à travers des œuvres littéraires.

Il n'a pas plus été un professionnel de l'écriture qu'un professionnel de la politique. Il a été un passionné dans sa vie, dans ses livres, dans sa soif de justice et de vérité. Les personnages de ses livres sont des êtres qui lui ressemblent: ils sont entiers, révoltés, insatisfaits dans les sentiers battus, luttant contre les lois briseuses d'êtres humains.

Pour lui qui avait goûté aux lois oppressantes du capitalisme, il aspirait au socialisme où cette oppression serait supprimée. La révolution russe représentait un immense espoir, si immense que la déception a été d'autant plus grande. Mais il a voulu crier la vérité, si atroce soit-elle, pour condamner ceux qui avaient trahi l'idéal communiste et pour informer la classe ouvrière.

Sa réhabilitation

Il a fallu attendre 1957 pour que ses œuvres soient rééditées en Roumanie et 1969 en France, c'est à dire 35 ans.

A partir de ces dates, des monographies, des études, des commentaires de presse sur ses œuvres, sa vie, ont été publiées.

En Roumanie, dans les archives du parti communiste Roumain, le dossier « Panaït Istrati dressé par la police secrète fasciste roumaine de 1925 à 1935 réfute les accusations portées par Barbusse.

Au sujet de la réédition de ses œuvres, dans l'humanité du 23 janvier 1969 André Stihl fait l'éloge d'un « homme écho » et plus récemment, dans l'Humanité du 21 avril 1978, Claude Prévost a publié un article « sur le nouveau Gorki balkanique » en prenant position contre les détracteurs d'Istrati, en réfutant toute accusation.

Une association de type 1901 « les amis de Panaït Istrati » a été créée en 1969 dans le but de faire rééditer ses œuvres et publier ses nombreux inédits surtout en ce qui docteur Santy 26 000 Valence.

Les œuvres choisies d'Istrati sont éditées chez Gallimard. Elles se présentent en 4 volumes. « Confession pour vaincus », réédité récemment par la fondation « Panaït Istrati », est en dépôt à Lyon à la Librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe dans le 7ème.

O. Vialle



Je vous annonce également qu'il y aura probablement une exposition sur Panaït Istrati courant janvier avec journée ou soirée-débat animée par Marcel Mermoz, membre actif de l'association. Tout ceci à la librairie « La Gryffe » où confirmation et précision seront données.

EXPERIENCE et conclusion

LIVREE A LA REFLEXION

Un camarade m'a incité à exposer dans IRL une de mes expériences, la dernière en date, de militant ouvrier anarchiste dans les entreprises métallurgiques. Il se pourrait effectivement que cela serve à quelque chose. D'autant que ça va déboucher sur une proposition de stratégie fondamentale, pour les communistes libertaires désireux de réaliser, si peu que ce soit de concret, avant la fin de l'ère existante. Désolé si ce n'est pas du goût de tous.

Ce qui suit n'est qu'un exemple supplémentaire du niveau où se trouve la classe ouvrière; considération qui amènera la suggestion annoncée plus haut.

Les syndicats en Suisse

A la suite d'une cinquantaine d'autres boîtes, je me trouve dans une entreprise de 370 personnes, partie d'une multinationale américaine, à Genève. Il y a trois ans, avec une camarade pas (encore) anar, mais très efficace, nous avons commencé un travail de conscientisation avec tout ce que cela comporte: tracts, journal d'usine, AG, prises de parole et affrontement avec la direction; surtout en 75, au début de la crise, lors de licenciements et de chômages partiels. Nous avons en outre participé aux diverses manifestations et de soutien aux différentes boîtes plus touchées que nous en grève plus ou moins totale ou illimitées. En bref, beaucoup d'emmerdements et de temps passé après le boulot. Car en plus, pour avoir un appui logistique, nous avons adhéré à un syndicat chrétien O.M.), la Fédération Chrétienne des Ouvriers sur Métaux, dont la déclaration de principe, à part le terme de chrétien, pourrait être signée par des libertaires. Ce syndicat joue un peu le rôle de la CFDT. Une aile active, hélas marxiste, en Suisse Romande, se heurte à la masse de Suisse Alémanique, ultra-conservatrice; et au syndicat (F.T.M.H.), la Fédération des Travailleurs sur Métaux et Horlogers, quatre ou cinq fois plus puissant. Sa bureaucratie, en principe, s'aligne plus ou moins sur le Parti du Travail (communiste); mais se montre enfin en parfait collaborateur du patronat suisse. Ce qui nous a valu le 19 juillet dernier, dans le renouvellement de la convention collective, à nouveau la signature de la fameuse « Paix du Travail », désarmant ainsi les travailleurs, au moins conventionnellement. Ces derniers, il faut bien le dire, ne tiennent pas du tout à savoir que légalement, la grève n'est pas interdite en Suisse. Ceci me permet de revenir à mon propos. Je n'ai donné ces détails syndicaux que pour situer le climat en Suisse et à Genève en particulier.

Le chômage et l'effervescence

Donc, au début de la crise, les licenciements et le chômage partiel avaient créé une certaine on avait même vu une ouvrière espagnole licenciée prendre une crise de nerfs lors d'une AG hors de l'usine, AG où le patron avait envoyé tous ses chiens de garde, les cadres pour intimider le personnel. Il faut dire que celui-ci est étranger à 90 pour cent, Italiens, Espagnols, Français frontaliers. La commission ouvrière était plus qu'inexistante, puisque le président avait le front de dire qu'il valait mieux trente licenciements qu'une diminution d'horaires pour tous. Cela n'a du reste pas empêché le chômage partiel en Suisse.

Au cours de cette AG, le personnel vota la grève. C'était en fin de semaine. Le lundi matin, nouvelle AG à l'usine, convoquée par le patron qui fait le discours habituel plein de menaces. J'en viens presque aux mains avec le directeur... Les gens se dégonflent, renient leur vote précédent, acceptent de reprendre le travail et donc les licenciements. Même ceux qui sont sur la liste n'osent pas protester et se taisent. Depuis, le calme est revenu. Cette première phase de restructuration étant achevée, la crainte des licenciements s'endort. Le personnel ressemble à un troupeau de gazelles qui reste à brouter paisiblement à côté du fauve quand il est momentanément repus. Néanmoins, la camarade et moi continuons notre tentative de conscientisation. Un petit noyau se forme autour de nous; mais de gens qui ne proposent jamais rien, ne prennent aucune initiative, parce que n'ayant jamais abordé ces questions.

Survient le renouvellement de la commission ouvrière en 76. Nous n'avons pas le temps de présence exigé (deux ans). Nous faisons élire des camarades, dont un sera le président et nous décevra complètement par sa vanité et son manque total de volonté d'agir. Nous lui créons tellement de problèmes psychologiques qu'il finira par démissionner avant la fin de son mandat avec un autre délégué. Cette foi nous sommes bons; la camarade et moi sommes élus. Nous engageons aussitôt le fer avec la direction dans les séances officielles et lançons des attaques tous salaires, conditions de travail, discriminations femmes-hommes, information de la commission sur la gestion, prévisions d'embauche ou de licenciements, etc.

Je reçois une lettre d'avertissement comme quoi je serai mis à la porte si je continue à inciter les gens à débayer... Cela dure six mois, jusqu'aux nouvelles élections pour la C.O. en mai dernier. Quelques semaines auparavant, des « camarades » qui n'avaient rien dit ni rien fait, sauf pour certains d'entre eux d'avoir été membres d'anciennes commissions-bidons, se mettent à demander notre démission parce que le personnel et

eux n'étaient pas d'accord avec notre attitude trop dure(sic) envers la direction ! et ces « camarades » qui ont toujours refusé de se mouiller le bout du petit doigt, qui n'ont d'autre lecture que l'Equipe ou le Dauphiné Libéré et d'autres conversation que le football se présentent contre nous au suffrage du personnel, au lieu de nous aider à lutter contre le patron ! Là se termine cette petite histoire. C'est la camarade et moi qui obtenons le moins de voix. Seules une cinquantaine de personnes inscrivent nos noms. Et encore, nous ne pouvons compter sur eux; ils nous délèguent leurs velléités de révolte, mais il ne faut surtout pas qu'on les dérange et qu'on leur fasse risquer quoi que ce soit. Certes, nous sommes en Suisse, avec tout ce que cela représente pour les étrangers: le change, l'expulsion possible.

Seulement, c'est partout pareil.

Il y a onze ans, j'ai déjà été licencié de chez Vernier à Nice (fabrication de fraiseuses et de tours). Mes « camarades » ont débrayé trois jours et fait une collecte pour moi; c'était en automne 67. En mai 68, les « camarades » de la CGT, dont je faisais partie, m'empêchaient de pénétrer dans l'usine et voulaient me casser la gueule quand je distribuais des tracts anars à la Donc on peut dire qu'à peu de chose près, la mentalité est la même partout. Pourquoi ? A mon sens, et seul un ouvrier peut dire ça, la classe ouvrière est abrutie parce qu'ignorante. La méconnaissance des problèmes généraux de la société et des siens propres la livre pieds et poings liés à tous les exploiters de la planète.

Cette méconnaissance n'est due qu'au manque d'intérêt des travailleurs à s'informer. Qu'on ne vienne pas me dire qu'après la journée de travail on n'a plus envie de lire. On est capable de rester accroché pendant des heures à un bar, de jouer aux boules des journées entières et de discuter à perte de vue sur les mérites de Rocheteau ou de Platini... Mais on est incapable d'ouvrir un bouquin ou de parler avec les compagnons à la sortie de l'usine sur le sort qui nous est fait ! Pour comprendre de quelle manière on est exploités et comment y échapper. Serait-il vrai que la classe ouvrière n'a que ce qu'elle mérite grâce à sa connerie ?...

On peut ajouter qu'il y a une triste consolation à cela. Ceux qui en principe, devraient être plus ouverts aux problèmes politiques, par leur formation, leur instruction, impliquant une plus grande aptitude au raisonnement, se trouvent au même point. Je veux parler de ceux qu'on appelle les cadres. Cette attitude n'est que la conséquence négative de leurs privilèges financiers et matériels qu'ils croient éternels. Leur seul souci, étant la satisfaction de leurs maîtres PDG, ou la réalisation du plan de production, ils n'ont également pas le temps de réfléchir sur leur avenir, notre avenir. Et ils vont le retrouver avec nous, hélas !, dans un immense camp de concentration ou sous une bombe à neutrons.

J'en arrive à la conclusion

Là, j'en arrive à la conclusion qui sera la suggestion dont j'ai parlé au début de ce papier. Je pense que nul ne peut douter que, s'il y a un changement de société, cela se fera par la prise en mains par les travailleurs de *tout niveau*, des moyens de production, donc des usines et des champs. Encore que sur ces derniers on puisse discuter. Cette prise en mains des moyens de production étant à mon sens la seule stratégie possible face aux moyens militaires de nos ennemis. Seulement, les gens qui occupent actuellement les usines et les champs ne savent pas qu'on peut les prendre et les utiliser autrement que cela a toujours été fait. Il incombe donc aux anarchistes s'ils

ne veulent pas continuer à prêcher dans le désert, d'aller prendre leur place de travailleurs à l'usine et aux champs, jusqu'au plus haut niveau possible. Sur 40 ans et plus de 50 usines j'en ai pas vu plus de 5 anarchistes aux manivelles ou aux bureaux d'étude. S'il y en avait seulement 10 par usine de 500 personnes, les syndicats ne seraient plus ce qu'ils sont et le processus serait engagé. Que sont devenus nos étudiants de 68 ?... Tout sans doute, sauf ingénieurs, techniciens ou simplement ouvriers qualifiés. Alors évidemment les 5 dont je parle (c'est une image, bien sur) passaient pour des hurluberlus, même en y laissant leur santé. On voudrait qu'en expliquant du dehors, à des gens qui ne veulent ni lire ni entendre, ni comprendre, ils se mettent en branle spontanément et fassent ce que les « écrivains » ne peuvent pas faire, c'est à dire la Révolution. C'est impossible ! Il faut aller sur le tas !

Marginalisation et révolution

Ceci m'amène à considérer le mouvement de marginalisation qui va en s'accroissant. D'aucuns ne voient en cela que le refus de la société actuelle. Ce serait bien si ce n'était négatif. Car la majorité de ceux qui s'y lancent, ne sont pas volontaires. Leur principal souci est d'échapper aux contraintes. C'est à dire qu'ils passent le plus clair de leur temps à organiser leur nourriture, leur survie ! et à échapper aux flics. Je ne pense pas que de cette manière ils puissent œuvrer sérieusement pour le changement de société dont nous avons besoin. Par ailleurs, je me demande de quelle aide ils pourraient être, à part le combat de la première heure dans l'autogestion des entreprises dont la complexité technologique augmente sans cesse, même quand elles sont agricoles. Sauf bien sur, si l'on croit que l'humanité d'aujourd'hui peut revenir à la quenouille et au char à bœufs. Serait-on obligés de quémander le concours des cadres bourgeois ? Ou bien faudra-t-il leur imposer notre volonté ? Ce qui serait à nouveau la « dictature du prolétariat » dont on connaît bien la finalité. Il faut donc qu'un maximum de cadres techniques sortent de nos rangs. Un peu dans le même ordre d'idée, j'ajouterai pour terminer, que je ne suis pas d'accord avec l'objection de conscience, qui mobilise beaucoup trop d'énergie au détriment d'autres choses. Bien sur, je vois très bien la stupeur sur le visage de ceux qui vont lire ça... Je vais à contre-courant. Qu'on se rassure. Je suis évidemment convaincu de la valeur du principe. Je suis simplement désabusé devant le côté négatif de la question: compte tenu des réalités et de la qualité intellectuelle de ceux qui la préconise et la mettent en pratique. Mais ceci fera peut-être l'objet d'une discussion ultérieure.

Un métallo

ATTENTION ! ATTENTION !

Une erreur technique nous a fait inverser les pages 9 et 10. Nous espérons que cela ne vous gênera pas trop pour la lecture.



Essayez de faire ce que fait un enfant dans une journée; vous aussi, vous trouveriez le temps long entre les repas.

Aucun adulte ne supporterait longtemps de vivre au rythme d'un enfant de 7 ans. Quand il dit "je viens", il se précipite. Quand il se promène, il court. Quand il saute, il bondit. Quand il parle, il crie. Quand il pleure, il trépigne. Quand il rit, il est aux éclats... Un tel "gaspillage" d'énergie est tout simplement normal chez un enfant en bonne santé.

Il est donc également normal que pour entretenir sa vitalité débordante, cet enfant ait besoin d'un supplément d'alimentation. Le temps est si long entre les repas. Une tartine de confiture, une boisson sucrée, une glace, un gâteau lui font du bien. Laissez-le en manger. Le sucre apporte de l'énergie sous la forme que les enfants aiment.



Le sucre c'est de l'énergie. On en a besoin dans la vie.

I.R.L. INFORMATIONS RASSEMBLÉES A LYON

FORMULAIRE D'ABONNEMENT: NOM..... PRÉNOM.....
ADRESSE..... CODE POSTAL..... VILLE.....

TARIF pour 10 numéros: 40 balles (ou plus). Libellez les chèques à Georges Laurent CCP 2860 02 LYON. Formulaire à envoyer à IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon